

# Rapport Annuel 2025



**Bilan de l'année**

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT



## RÉSUMÉ FINANCIER, 2021–2025

Les informations présentées ci-dessous se fondent sur les données qui figurent dans le Bulletin d'information.

### Capital ordinaire

(en millions de dollars des États-Unis)

#### Principaux éléments opérationnels

	2025	2024	2023	2022	2021
Actifs liés au développement approuvés <sup>a</sup>	17 424	11 890	12 515	14 650	14 535
Fraction non décaissée des actifs liés au développement approuvés	36 552	32 092	30 369	31 296	30 018
Décaissements bruts des actifs liés au développement	10 955	9 004	11 087	11 978	12 512
Décaissements nets des actifs liés au développement	291	1 250	2 891	5 005	5 162

#### Données du bilan

Investissements, après swaps <sup>c</sup>	37 178	35 953	32 421	32 507	38 653
Actifs liés au développement					
Encours des prêts <sup>d</sup>	117 830	115 890	116 239	112 761	108 943
Titres de créance	494	632	836	703	435
Provision pour pertes sur crédit	905	803	827	801	449
Total des actifs	160 961	155 368	152 019	148 026	151 752
Encours des emprunts, après swaps	118 644	117 023	113 358	112 084	114 410
Fonds propres	41 655	40 390	38 846	37 873	35 086

#### Données du compte de résultats

Revenu opérationnel	967	1 008	1 207	317	812
Ajustements nets à la valeur vénale des éléments du portefeuille autre que de négociation et transactions en devises <sup>e</sup>	617	281	(101)	1 279	402
Autres composantes des coûts nets des prestations de retraite	221	166	213	18	(37)
Transferts approuvés par le Conseil des gouverneurs	(164)	(159)	(140)	(172)	(92)
Revenu net	1 641	1 296	1 179	1 442	1 085
Résultat (ou perte) global	1 247	1 704	1 038	2 954	1 563

#### Ratios

Ratio de la dette au total des fonds propres <sup>g</sup>	3,0	3,1	3,0	3,1	3,3
Coûts pour les actifs de développement <sup>h</sup>	0,75%	0,77%	0,78%	0,82%	0,82%

<sup>a</sup> Activités sans garantie souveraine ont été créés par BID Invest et cofinancées par la Banque et BID Invest jusqu'au 31 décembre 2022.

<sup>b</sup> Inclut les décaissements bruts pour les prêts, moins les remboursements sur le principal des prêts (et les prépaiements) et la collecte des titres de créance.

<sup>c</sup> Inclut les intérêts accrus.

<sup>d</sup> Inclut le report des commissions de montage et les coûts de 83 millions de dollars des États-Unis jusqu'à décembre 2025 (2024–78 millions ; 2023–72 millions ; 2022–64 millions ; 2021–57 millions). Exclut les swaps de taux d'intérêt et de devises dans une position d'actifs nets de 1 828 millions des dollars des États-Unis en 2025 (2024–actif net de 3 588 millions ; 2023–actif net de 2 082 millions ; 2022–actif net de 3 321 millions ; 2021–actif net de 782 millions).

<sup>e</sup> Les gains ou pertes non réalisés nets à la valeur vénale des éléments du portefeuille autre que de négociation se déplacent progressivement vers zéro au fur et à mesure qu'approche l'échéance des instruments financiers connexes et que leur valeur vénale converge vers leurs coûts amortis.

<sup>f</sup> Emprunts (après swaps) et exposition aux garanties.

<sup>g</sup> Le « Total des fonds propres » est défini comme la fraction libérée du capital et le capital d'apport additionnel, net des souscriptions à recevoir, moins les effets à recevoir des membres, plus les bénéfices non distribués moins les soldes liquides en monnaie nationale des pays emprunteurs et le montant cumulé des autres éléments du résultat global (mesure hors GAAP).

<sup>h</sup> Moyenne mobile sur quatre ans des frais administratifs, divisée par la moyenne mobile sur quatre ans des actifs de développement et des ressources gérées pour le compte des donateurs.

## Lettre d'accompagnement

Conformément aux exigences du règlement administratif de la Banque interaméricaine de Développement, le Conseil d'administration remet par les présentes à l'Assemblée des Gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour l'année 2025. Ce Rapport annuel consiste en un volume intitulé « Bilan de l'année », qui présente un compte rendu des opérations réalisées par la Banque (prêts, garanties et dons). Un deuxième volume, en anglais et espagnol, contient également l'ensemble complet des états financiers des ressources de la Banque.

6 mars 2026



Un partenaire pour  
L'AMÉRIQUE LATINE  
ET LES CARAÏBES

Dédié à l'amélioration des conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes, le Groupe Banque interaméricaine de Développement (Groupe BID) est constitué de la BID, de BID Invest (le nom commercial de la Société interaméricaine d'investissement, SII) et du BID Lab (le nom commercial du Fonds multilatéral d'investissement, MIF, un fonds administré par la BID).

Fondée en 1959, la BID est la plus grande et la plus ancienne banque multilatérale de développement régional. Travaillant avec le secteur public et dynamisant le secteur privé, la BID constitue la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel dans la région.

BID Invest a pour mission de promouvoir le développement économique de la région par le biais du secteur privé. Elle soutient les entreprises privées grâce au financement sous forme de prêts, de participations au capital et de garanties.

BID Lab est la branche du Groupe dédiée à l'innovation et au capital-risque. Il appuie les entreprises et les nouvelles technologies en fournissant des financements, des connaissances et des réseaux en vue de promouvoir des solutions basées sur le marché aux problèmes de développement.

La BID tire ses propres ressources financières de ses 48 pays membres, des emprunts réalisés sur les marchés financiers et des fonds fiduciaires administrés par la BID, ainsi que par le biais d'opérations de cofinancement. La BID bénéficie de la cote de crédit maximale AAA.

Son siège se trouve à Washington, D.C. et elle possède des agences dans 26 de ses pays membres emprunteurs en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'à Madrid et à Tokyo.

## **PAYS MEMBRES DE LA BID**

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, États-Unis, Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panamá, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

# TABLE DES MATIÈRES

**iv** Message du Président

**vi** Conseil d'administration

**vii** Synthèse

**1** Échelle et impact : les opérations du Groupe BID

**16** BIDImpact+ bien lancé dans sa phase de mise en œuvre : de la vision à l'action

**26** Stimuler l'innovation grâce à des programmes et initiatives nouveaux et existants

**37** Le Groupe BID dans un monde en mutation

**43** L'humain et la culture

**50** Défis et apprentissages

Les états financiers de la Banque indépendamment vérifiés, et le « Bulletin d'information – Discussion et analyse de la direction concernant le capital ordinaire » se trouvent sur <https://www.iadb.org/fr/comment-pouvons-nous-travailler-ensemble/secteur-public/offres-de-financement/etats-financiers>.

# MESSAGE DU PRÉSIDENT



L'année 2025 a été des plus remarquables pour le Groupe BID. Nous avons mis en place des financements record tout en exécutant des réformes transformatrices qui améliorent la qualité de nos projets et élargissent notre

impact dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette association entre une échelle inédite et une transformation institutionnelle est la clé de voûte en vue de débloquent le potentiel intégral de notre région et d'améliorer la vie de ses habitants.

Bien que ce rapport se concentre sur la BID, en réalité, la BID, BID Invest et BID Lab ont développé une synergie sans précédent sous l'égide du Groupe BID. Pour se développer plus rapidement, la région a besoin d'un secteur privé dynamique, ce qui nécessite des conditions adéquates pour l'investissement, la création d'emploi et l'innovation. Notre rôle est d'aider les pouvoirs publics à créer ces conditions.

J'insisterai ici sur trois grandes réussites qui reflètent la façon dont nous répondons mieux présent pour la région.

## Financements record et un surplus d'opérations

D'abord, **nous avons dépassé les 35 milliards de dollars des États-Unis de financement total du Groupe BID, dont la mobilisation**, un nouveau record supérieur de plus de 50 % au chiffre d'il y a trois ans, ce qui correspond à l'atteinte de notre objectif relatif à l'échelle. Ce chiffre comprend près de 20 milliards de prêts aux pouvoirs publics, dont un record de 11 milliards de prêts d'investissement en soutien aux infrastructures, à l'éducation, à la santé et à d'autres domaines critiques. Nous avons également approuvé 100 opérations impliquant le secteur public, chiffre le plus élevé depuis 2019.

Du côté du secteur privé, nous avons mobilisé plus de 13 milliards de dollars, un niveau record.

## Exécution de notre programme de réforme

Ensuite, **nous sommes passés à la phase d'exécution de BIDImpact+**, nos trois changements transformateurs à l'échelle de l'ensemble du Groupe. Cela comprend une nouvelle stratégie institutionnelle, un nouveau modèle économique *originate-to-share* pour BID Invest, facilité par une hausse de capital de 3,5 milliards de dollars, et une reconstitution de BID Lab à hauteur de 400 millions, assortie d'un modèle de fonctionnement plus pérenne.

Nous sommes bien partis pour achever l'ensemble des réformes de notre stratégie institutionnelle Stratégie BID+. Deux d'entre elles sont encore à réaliser : le renforcement des prêts d'appui aux réformes politiques qui aident les pays à améliorer leurs institutions et le climat des affaires, et la conception d'un nouveau cadre pour mieux venir en aide aux populations les plus vulnérables de la région.

L'année dernière, nous sommes passés de la vision à l'action dans la mise en œuvre de nos réformes.

## Un impact réel

Enfin, **nous réalisons notre objectif de renforcer notre impact**. Nous mettons en place des réformes visant à améliorer la qualité de nos projets et processus et, par conséquent, leurs résultats en matière de développement. Cette démarche produit des résultats tangibles. À la fin de l'année, deux tiers de nos indicateurs en matière d'impact étaient déjà au niveau.

Nos projets **améliorent des millions de vies**. D'après notre évaluation de projets récents, 34 millions de personnes ont obtenu un accès à des services de santé et de nutrition de qualité, 2,6 millions ont été raccordées au haut débit pour la première fois, 3,3 millions de petites entreprises ont reçu un soutien et 900 000 agriculteurs ont bénéficié de services agricoles améliorés.

La hausse de la qualité est corroborée par des évaluations indépendantes. Soixante-trois pour cent (63 %) des projets achevés de la BID ont reçu une évaluation positive l'année dernière, 16 points de plus que l'année précédente. Ce chiffre était de 68 % pour BID Invest.

Nous renforçons également la place de nos programmes régionaux phares : Amazonia Forever, ONE Caribbean, América en el Centro et South Connection. Plus de la moitié des opérations de cette année ont bénéficié à ces initiatives. De nouveaux programmes, comme Préparés et Résilients dans les Amériques et l'Alliance pour la sécurité, la justice et le développement, se traduisent déjà par de nouveaux projets.

Enfin, notre innovation financière débloque des milliards supplémentaires grâce à des outils comme les accords *originate-to-share*, les swaps de dette, les clauses de dette résiliente et d'autres initiatives novatrices.

## Pour la suite

Nous avons encore beaucoup de travail. Le rapport de cette année comprend une nouvelle section sur les enseignements glanés et les défis que nous devons affronter alors que nous nous efforçons de redoubler d'impact à plus grande échelle.

Si nos réformes et initiatives produisent des résultats, c'est grâce à nos employés, nos conseils d'administration et nos gouverneurs, dont le dévouement et l'imagination nous aident à relever nos ambitions et mettre en œuvre un programme ambitieux.

Je leur en sais gré. Ils nous ont aidé à en faire plus pour la région qui dépend de nous, et à faire mieux. Cette dynamique est amenée à se poursuivre en 2026.

Avec mes meilleures salutations,



**Ilan Goldfajn**

Président

Banque interaméricaine de développement

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les actionnaires de la BID, c'est-à-dire ses 48 pays membres, sont représentés par l'Assemblée des Gouverneurs, la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Les Gouverneurs délèguent une grande partie de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment pour un mandat de trois ans les 14 membres. Les directeurs pour les États Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 suppléants, ayant pleins pouvoirs en l'absence des directeurs exécutifs.

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision quotidienne des opérations de la Banque. Il établit les politiques de la Banque, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt des prêts consentis, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et entérine le budget d'administration de l'institution. L'action du Conseil d'administration est guidée par les Règlements du Conseil d'administration et le Code de déontologie applicable aux administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents constituent des documents publics.

## Au 2e rang (de gauche à droite) :

ADM Carlos Javier Charotti Ramírez (Paraguay) ; ADM Miguel Braun (Argentine) ; ADM Jeffrey Kyle Baker (États-Unis) ; ADM Frank Fass-Metz (Allemagne) ; ADM Paulo Corrêa (Brésil) ; ADM Fernando Jiménez-Ontiveros Diego (Espagne) ; SUP Alberto Cogliati (Italie) ; SUP Ernesto Alejandro Selman Mejía (République dominicaine) ; SUP David Hewitt (Canada) ; ADM Erick José Limas Maldonado (Mexique)



Juan Francisco Alemán (Panama) ; ADM Caroline Leclerc (Canada) ; ADM Takashi Hanajiri (Japon) ; ADM Navita Anganu (Guyana)

**Au 1er rang (de gauche à droite) :** SUP Quinton Charles Lamont Lightbourne (Bahamas) ; SUP Xiomara Salomé Martínez Ascencio (El Salvador) ; SUP Hiroyuki Tsuruno (Japon) ; SUP Roberto Izurieta (Équateur) ; ADM Karen Cis (Honduras) ; ADM Carlos Álvarez (Chili) ; SUP Marta Viegas (Brésil) ; SUP Christina Anna Koellendorfer (Autriche) ; SUP

**Absents :** SUP Nicolás Camauer (Argentine) ; ADM Roy Alejandro Barreras Cortés (Colombie) ; SUP Alex Alonso Contreras Miranda (Pérou) ; SUP Luis Alberto Porto Rizzo (Uruguay) ; ADM Gustavo Tarre Briceño (Venezuela)

# SYNTHÈSE

Le Rapport annuel 2025 résume les activités, réussites et réformes ambitieuses de la BID cette année et présente des faits saillants associés à BID Invest et BID Lab, les deux autres membres du Groupe BID.

Il livre un aperçu de douze mois dynamiques, définis par des financements globaux d'une échelle sans précédent et d'autres moments décisifs pour notre travail dans les secteurs public et privé, sans oublier un passage de la conception à la mise en œuvre totale de vastes réformes et un accent marqué sur l'amélioration de la qualité et de l'impact des opérations. Ainsi, nous faisons en sorte que cette échelle inédite s'accompagne de résultats nettement meilleurs pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui bénéficie, par extension, au monde entier.

## Échelle et impact : les opérations du Groupe BID

Les financements globaux du Groupe BID, dont la mobilisation, ont atteint **un niveau record de quelque 35 milliards de dollars des États-Unis**.

La BID a approuvé **100 opérations, son volume le plus élevé depuis 2019**, pour un total d'environ 17,9 milliards. Il s'agissait d'investissements dans les transports, l'eau, l'assainissement et l'énergie, de financements pour la santé, l'éducation et la modernisation des institutions, et d'activité de développement des marchés. La Banque **a décaissé près de**

**11 milliards de dollars** de prêts à garantie souveraine au cours de l'année.

BID Invest a exécuté **un volume record d'engagements de 13,1 milliards de dollars** ; les projets financés par BID Lab représentaient 110,6 millions.

Le développement des financements s'accompagne d'un travail continu pour redoubler d'impact, grâce aux transformations associées à la démarche BIDImpact+. Fin 2025, **environ deux tiers des indicateurs du cadre d'impact de la BID étaient au niveau escompté**, y compris l'amélioration des résultats en matière de développement lors de l'achèvement des projets. Les évaluations des projets récents ont mis en lumière des résultats concrets pour des millions de personnes dans la région.

## BIDImpact+ bien lancé dans sa phase de mise en œuvre : de la vision à l'action

Fin 2025, le Groupe BID était **bien lancé pour achever l'ensemble des réformes** définies dans la stratégie institutionnelle IDBStrategy+. Les réformes approuvées ont commencé à améliorer la place de l'impact, les instruments financiers, la mobilisation, les synergies au niveau du Groupe et d'autres domaines associés à la planification, aux capacités et à l'efficacité.



**COSTA RICA :** La BID finance l'expansion de la couverture et l'amélioration de la qualité de l'eau et des services d'assainissement, avec des retombées positives pour la capitale, les petites villes et les zones rurales sur le plan sanitaire et environnemental.

Les réformes visant à améliorer la qualité des projets de la BID ont été **ancrées au niveau opérationnel**, avec l'amélioration du dialogue et des outils de gestion du déroulé des projets, un accent renforcé sur la qualité de la préparation des projets, des outils et systèmes mis à jour et passés à l'ère numérique, des mesures pour boucler la boucle de rétroalimentation dans l'apprentissage opérationnel, une gestion des risques améliorée et une accélération de l'exécution fondée sur les résultats.

La direction et le conseil de la BID étaient en train d'achever une politique d'investissement unifié afin de fusionner les instruments d'investissement existants sous l'égide d'un cadre souple. Les pourparlers relatifs à la réforme des prêts d'appui aux réformes politiques et du recours aux ressources concessionnelles se trouvaient également à un stade avancé. Par ailleurs,

un cadre visant à renforcer la passation des marchés associés aux projets financés par la BID était en cours d'élaboration.

Cette année, BID Invest+ et BID Lab+ ont également franchi des étapes décisives de leur transformation. La hausse du capital de BID Invest de 3,5 milliards de dollars a fait l'objet de **souscriptions ou d'engagements de 41 pays, soit 89,76 % des nouvelles actions**. Son modèle économique *originate-to-share* et son approche plus audacieuse en matière de gestion des risques se traduit déjà par une amélioration de l'échelle et de l'impact tout en protégeant la viabilité financière. À BID Lab, **le seuil pour le cycle de reconstitution de MIF IV a été activé** et le déploiement du nouveau modèle économique a commencé, avec un accent placé sur le renforcement de la durabilité, de l'échelle et de la pertinence pour les clients.

## Stimuler l'innovation grâce à des programmes et initiatives nouveaux et existants

Les quatre programmes phares du Groupe BID ont continué à incorporer une approche régionale dans leur cœur d'activité en 2025. Le portefeuille d'**Amazonia Forever** est passé de 3,3 à 5 milliards de dollars ; la BID a émis sa première obligation Amazonie. **América en el Centro** a débuté sa première année d'exécution. **ONE Caribbean** disposait d'un ensemble de projets et initiatives décisifs. Enfin, le nouveau programme **South Connection** a rapidement commencé à construire des couloirs physiques et numériques en vue de renforcer la compétitivité de l'Amérique du Sud.

Le Groupe BID a également développé ses initiatives thématiques et en a lancé de nouvelles. Ainsi, **IDB Cares** cherche à améliorer l'industrie des soins dans la région, avec un premier prêt approuvé en 2025. **Préparés et Résilients dans les Amériques** a commencé à aider les pays à mieux gérer les catastrophes naturelles. Enfin, **l'Alliance pour la sécurité, la justice et le développement** est rapidement devenue une plateforme régionale de premier plan dans la lutte contre la criminalité organisée.

Le Groupe BID a également posé les jalons de **LAC Minerals**, ce qui consolidera son leadership en tant que premier partenaire multilatéral de la région pour un développement responsable et à forte valeur ajoutée des écosystèmes de minéraux critiques.

Au cours de l'année, le Groupe a également consolidé sa réputation de **pionnier de l'innovation financière** en développant ses outils de pointe permettant d'améliorer

l'accès au financement et d'attirer des nombres importants d'investisseurs privés. Parmi les éléments saillants, on notera le lancement de l'initiative sur les instruments financiers pour Préparés et Résilients dans les Amériques (FIRRe), le Programme régional de transferts liés au risque de catastrophe, la prochaine génération d'échanges de dette et la nouvelle initiative de la BID pour les villes et régions.

La BID a lancé l'élaboration d'une plateforme permettant d'atténuer le risque lié au taux de change, qui pourrait mobiliser des milliards de dollars au service du développement dans la région. Par ailleurs, elle a œuvré sur des initiatives novatrices permettant de mettre les marchés de capitaux mondiaux en relation avec des projets à fort impact sur le développement.

## Le Groupe BID dans un monde en mutation

En 2025, la BID a continué à positionner l'Amérique latine et les Caraïbes sur la scène internationale en nouant des liens partout dans le monde, en débloquent des ressources et en faisant mieux entendre la voix de la région, dont son rôle **dans le cadre des solutions aux défis mondiaux**.

Aux côtés d'**autres banques multilatérales de développement (BDM)**, la Banque a réaffirmé la mobilisation de capitaux privé en tant que priorité à l'échelle du système tout entier et pris des mesures concrètes pour développer le prêt en monnaie locale et les solutions en matière de change tout en renforçant l'évaluation des risques pour les investissements du secteur privé. La BID a également joué un rôle de premier plan dans la poursuite du dialogue entre les BDM et les agences de notation.

Le Groupe BID a **développé les partenariats stratégiques et en a forgé de nouveaux.**

Il s'agit notamment du Korea Package, du Fonds fiduciaire japonais TADAC avec BID Invest, doté d'un milliard de dollars, et d'accords avec nos partenaires dans la région du Golfe. Parmi les moments où le Groupe BID a affirmé son leadership dans les enceintes internationales figure l'annonce, lors de la COP30, d'une contribution de 6 milliards de dollars pour combler les lacunes de financement en matière de résilience et de développement durable.

Encore une fois, la Banque a fait la démonstration de son rôle pendant l'année en tant que **partenaire de choix de la région pour les réformes alignées sur l'OCDE.**

Le Groupe BID poursuit également son soutien de longue date aux programmes d'investissement et d'échange commerciaux de ses membres emprunteurs, notamment par l'entremise de l'accord commercial UE-Mercosur.

## L'humain et la culture

Le Groupe BID a réalisé des progrès notables dans l'exécution de sa stratégie centrée sur l'humain, notamment dans cinq domaines : culture de l'impact, méritocratie et confiance ; récompenses globales ; gestion du talent et développement du leadership ; modalités d'emploi ; et processus de ressources humaines (RH).

**La méritocratie reste incontournable :**

100 % des postes au niveau exécutif et des représentants pays ont été pourvus grâce à des procédures ouvertes à la concurrence. Le nouveau processus d'acquisition de talent du Groupe a été lancé, sa Déclaration relative à la culture a été achevée, et des progrès ont été réalisés en vue de moderniser la

rémunération, d'améliorer la mobilité des effectifs et de les préparer à l'avenir. La BID et BID Invest ont également publié de nouveaux codes de déontologie et de conduite professionnelle, désormais plus solides.

La direction de la Banque a également pris des mesures affirmées pour **renforcer la gouvernance** en 2025. Parmi les mesures adoptées, on compte notamment de nouveaux règlements pour le Secrétaire ainsi que des critères et une procédure pour l'évaluation mutuelle de la performance du Président et du conseil d'administration.

## Défis et apprentissages

2025 a été une année de transition économique et géopolitique pour les pays membres de la Banque, mais quatre domaines d'intérêt commun sont apparus. Ils continueront à se manifester en 2026 : **l'efficacité, un développement mené par le secteur privé, la gestion des risques de catastrophe et la résilience, et l'amélioration de la sécurité sous toutes ses dimensions.**

Les apprentissages glanés et les travaux lancés ou développés en 2025 seront indispensables à mesure que la Banque rencontre de nouveaux défis et vise de nouveaux objectifs. Il s'agira notamment de maintenir les niveaux actuels de financement à la BID, d'achever les réformes en cours au sein de la Banque, de continuer les progrès en matière de capitalisation de BID Invest et le déploiement de son modèle économique, de veiller à ce que les attentes pour les programmes et initiatives se traduisent par des projets plus concrets, de favoriser la collaboration entre les BDM et autres partenaires pour maximiser les financements et appuyer les solutions aux défis communs, et d'internaliser pleinement les réformes organisationnelles et culturelles.



**ÉCHELLE  
ET IMPACT :  
LES OPÉRATIONS  
DU GROUPE BID**

## Des financements record

Le Groupe BID a clos l'année avec **un record de plus de 35 milliards de dollars des États-Unis de financement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, dont les mobilisations.**

Ce total reflète plusieurs réussites notables.

## Davantage d'opérations à la BID

En 2025, la BID a approuvé **100 opérations allant jusqu'à 17,881 milliards de dollars<sup>1</sup>. Il s'agit du nombre d'opérations le plus élevé depuis 2019.** Le financement global du secteur public, y compris les financements

non remboursables et la mobilisation, est projeté à **19,885 milliards.**

Sur le montant total approuvé, **près de 11 milliards de dollars étaient destinés à des opérations d'investissement** en appui aux infrastructures<sup>2</sup>, au développement social et au renforcement institutionnel, entre autres domaines. Cela représente **un chiffre record, en hausse de 75 % par rapport à 2022**, qui positionne la BID pour atteindre de nouveau son objectif ambitieux de 10 milliards en 2026. Nous voyons donc que les réformes fonctionnent. La politique d'investissement unifiée devrait également renforcer le prêt au bénéfice de l'investissement.

La BID a **décaissé près de 11 milliards de dollars de prêts à garantie souveraine** au cours de l'année. Son portefeuille actif

## Diagramme 1.

**Soutien au financement fourni par la BID, BID Invest et BID Lab (en milliards de dollars des États-Unis)**

	2024	2025
Financement du secteur public (BID)	\$14 131	\$19 885
Financement du secteur privé (BID Invest <sup>a</sup> et BID Lab)	\$9 949	\$13 327
Services de conseil en matière de partenariat public-privé (PPP)	\$2 950	\$1 909
<b>Total</b>	<b>\$27 030<sup>b</sup></b>	<b>\$35 121</b>

<sup>a</sup> Y compris les engagements pour des services de conseil et des transactions de finance mixte financées grâce à des ressources tierces.

<sup>b</sup> Le chiffre de financement global publié pour 2024 a été mis à jour afin d'inclure les financements publics non remboursables et la mobilisation directe.

<sup>1</sup> Cela comprend 17,377 milliards du capital ordinaire, 32 millions de ressources de capital ordinaire concessionnelles, 178 millions du Mécanisme de don de la BID et 294 millions de fonds sous administration. En outre, on a compté 859 millions de cofinancement et 765 millions de mobilisation directe privée. Par ailleurs, 141 millions de dollars de bourses d'investissement ont été mobilisés à partir des fonds fiduciaires des bailleurs pour compléter ou élargir le périmètre d'autres projets, en plus de 239 millions de dollars pour des projets de coopération technique.

<sup>2</sup> En réalité, le portefeuille de la BID dans le domaine des infrastructures a doublé, ce qui signale une reprise post-pandémie considérable dans un segment traditionnellement plus complexe à concevoir et exécuter.

de prêts de ce type en cours d'exécution comprenait 2 037 prêts avec un solde non décaissé de quelque 36 milliards de dollars.

## Les financements non remboursables

Le volume de bourses d'investissement non remboursables et d'approbations de coopération technique dans l'ensemble du Groupe BID a atteint **433 millions de dollars en 2025, la deuxième année la plus prolifique jamais enregistrée en la matière.** Cela démontre la capacité durable de la BID d'attirer des ressources tierces et de les déployer aux côtés des siennes pour aider les pays membres emprunteurs.

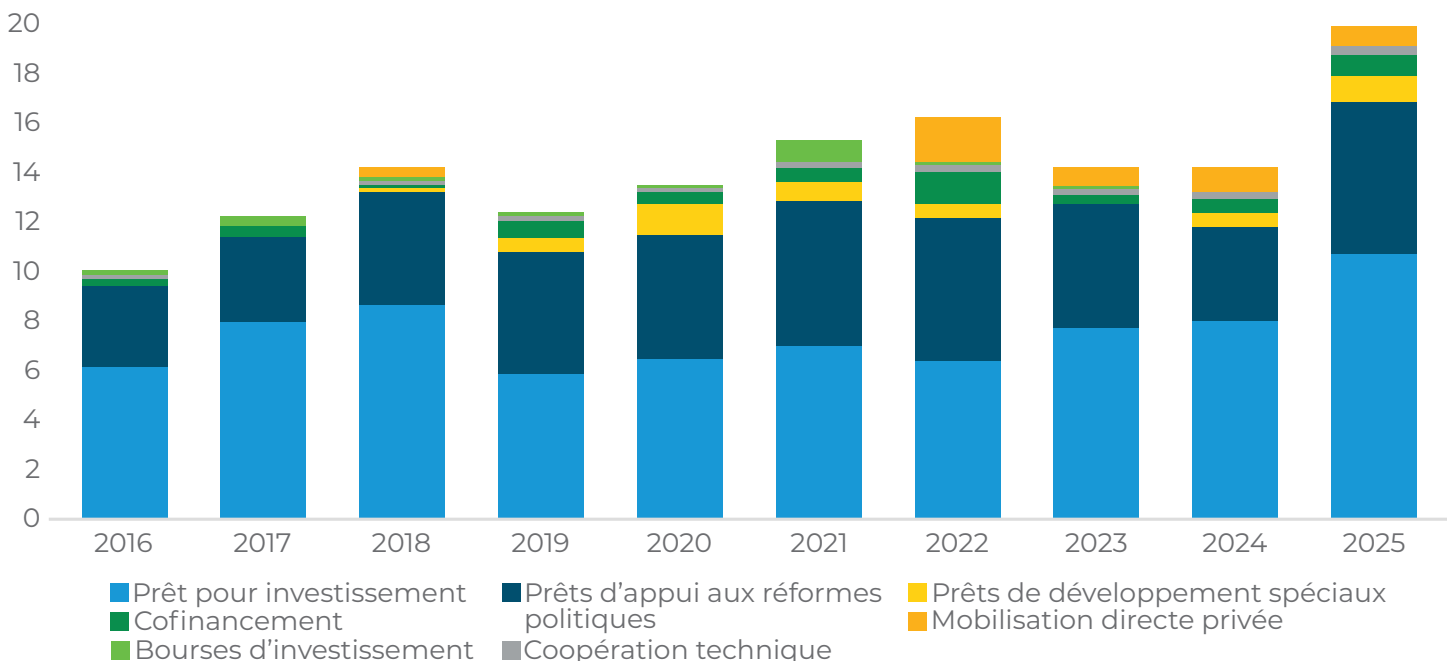
Les approbations de coopération technique (CT) au sein de la BID ont atteint 309 millions

de dollars ; le montant de bourses d'investissement approuvées a atteint son niveau le plus élevé des dix dernières années. Parmi les fonds de financement concessionnel et non remboursable administrés par la BID, 37 ont connu des approbations au cours de l'année.

Pour mieux mobiliser la part des ressources propres de la Banque consacrées à l'assistance technique, le conseil d'administration a adopté un nouveau programme de développement stratégique du capital ordinaire (OC SDP) afin d'optimiser l'utilisation stratégique de l'assistance technique pour contribuer à la mise en œuvre de IDBStrategy+.

La nouvelle architecture OC SDP introduit une méthode plus harmonisée, agile et orientée sur l'impact pour le déploiement de l'assistance technique, qui renforce la capacité de la BID à répondre aux besoins

**Figure 1. Hausse des financements de la BID (en milliards de dollars des États-Unis)**



des pays et à contribuer à la réalisation de ses priorités institutionnelles.

## BID Invest et BID Lab

BID Invest a également connu une année marquante : **13,1 milliards de dollars d'engagements au total**, qui associent investissements à partir des comptes propres et ressources mobilisées. L'organe a décaissé 6,9 milliards.

À la fin de l'année, BID Invest administrait un portefeuille total de 23,6 milliards de dollars, y compris les actifs de la BID liés au développement, les prêts B et des ressources tierces. Le portefeuille restant d'opérations sans garantie souveraine a enregistré une croissance de 9 % par rapport à l'année précédente. Pour un aperçu complet de l'année 2025 au sein de BID Invest, veuillez consulter le [rapport annuel de l'organe](#).

BID Lab a décaissé 89,5 millions de dollars pendant l'année et administré un portefeuille actif de 585 opérations.

## Mobilisation du Groupe BID<sup>3</sup>

En 2025, **la BID a mobilisé 4,84 milliards de dollars de financements tiers**. Cela comprend 2,67 milliards de financement tiers direct<sup>4</sup> et 0,62 milliard de financement tiers indirect. Les autres financements tiers, dont le cofinancement concessionnel et les fonds de bailleurs publics,

## BID FOR THE AMERICAS

- En 2025, la BID a continué à développer [BID for the Americas](#), son programme phare pour le renforcement des liens de commerce et d'investissement entre l'Amérique latine et les Caraïbes et les pays membres non-emprunteurs.
- Le programme est désormais actif dans **17 pays sur 22** et **27 villes**. Au cours de l'année, il a permis l'organisation de plus de 175 réunions et mis en relation 3 500 investisseurs potentiels et autres parties prenantes ; les salons itinérants ont eu lieu dans de nouveaux États des États-Unis et pays européens.
- Dans le domaine des **marchés publics**, la participation des entreprises de pays non-emprunteurs a augmenté : les inscriptions de professionnels du commerce et de l'investissement ainsi que d'entreprises sur la plateforme [ConnectAmericas](#) a connu un essor de 74 %.
- Les **transactions de cofinancement** passant par BID Invest ont augmenté de 14 % par rapport à 2024. L'application BID for the Americas, nouvelle solution numérique du programme rendue possible par l'IA, a également gagné en élan avec près de 2 000 téléchargements, 3 000 mises en relation B2B et 14 500 visites au cours de la première année.

<sup>3</sup> Voir définition des financements tiers directs et indirects dans la [Note de cadrage technique sur le cadre d'impact](#) (en anglais uniquement), alignée sur la méthodologie harmonisée des BDM.

<sup>4</sup> Dont 1,9 milliard de dollars correspondant à l'investissement du secteur privé dans les infrastructures publiques en 2025, mobilisés grâce à des services de conseil aux pouvoirs publics concernant la préparation et la passation de contrats de partenariat public-privé.

d'institutions bilatérales et multilatérales, d'entreprises privées, d'organisations à but philanthropique, de fondations et de bailleurs privés, ont atteint 1,54 milliard de dollars. En outre, le cofinancement proposé par d'autres BDM était de 1,43 milliard.

Du côté de BID Invest, **la mobilisation centrale (directe) a atteint 7,7 milliards** grâce à des participations à des prêts B, des obligations B, des titres de créance, des protections de crédit non financées, des participations aux risques et des cofinancements. Le total de la mobilisation centrale à long terme était de 5,4 milliards, une hausse de 49 % au cours de l'année, qui dépassait de 31 % l'objectif fixé pour 2025.

BID Lab a levé **36,1 millions de dollars de mobilisation centrale (directe)** en 2025. L'organe a également commencé à concevoir des mécanismes novateurs en vue d'accroître la participation des bailleurs privés, ce qui augmente sa capacité à mobiliser du capital grâce à des partenariats.

## Une capacité de prêt accrue

Guidé par le StratégieBID+, le Groupe BID vise un appui annuel sous forme de prêt de 38 milliards d'ici 2030, mobilisation comprise. La BID a déjà augmenté sa capacité de prêt associée au capital ordinaire, qui atteint 16 milliards par an pour 2025–2026, pour un objectif de 19 milliards par an en 2030 (sauf mobilisation). La recapitalisation de

BID Invest et la mise en œuvre intégrale de son modèle économique *originate-to-share* devrait permettre une augmentation de l'activité des projets impliquant le secteur privé à plus de 15 milliards par an d'ici 2030.

**Pour un impact réel, il faut agir à grande échelle.** L'augmentation de la capacité de prêt est rendue possible par des mesures d'optimisation du bilan, dont l'exécution d'accords d'échange d'exposition (EEA). Globalement, l'amélioration de l'efficacité financière, associée à un soutien marqué des actionnaires, permettra au Groupe BID de débloquer 110,5 milliards de dollars de soutien financier supplémentaire au cours de la prochaine décennie<sup>5</sup>.

## Faire de l'impact une réalité

Grâce à sa transformation institutionnelle, **la Banque met en place des réformes visant à améliorer la qualité des projets et processus et, par là-même, leur impact.** La recherche de qualité s'est traduite par une amélioration des processus interne et de la qualité initiale des opérations de prêt. Selon les résultats préliminaires de l'évaluation indépendante par le conseil d'administration de la BID de la qualité initiale des prêts d'appui aux réformes politiques, la Banque avance dans la bonne direction depuis 2023, avec la poursuite des réformes ambitieuses des prêts fondés sur des politiques (PBL) toujours en cours.

<sup>5</sup> Comme indiqué dans les Projections à long terme pour 2025, la BID s'est engagée à augmenter le niveau annuel des prêts issus du capital ordinaire de 14 à 19 milliards de dollars. Sur dix ans, cette augmentation de 5 milliards permettra 50 milliards de financements supplémentaires dans la région. Pour BID Invest, les financements supplémentaires représenteraient environ 60,5 milliards en raison de la hausse du capital et de la modification de son modèle économique. Ce chiffre inclut des augmentations à deux titres : 30 milliards à partir du nouveau capital, et 30 milliards à partir du capital économisé.

## Figure 2. Aperçu du Rapport d'impact

### Protection sociale et développement du capital humain

<b>34</b> millions de personnes	<b>1,2</b> million de personnes	<b>470 000</b> personnes	<b>70 000</b> ménages
ont reçu des services de santé et de nutrition de qualité	bénéficient d'un développement de la petite enfance, de programmes scolaires et éducatifs et d'autres services de qualité permettant de développer leurs compétences	ont bénéficié de filets de sécurité sociale	ont bénéficié de solutions de logement et d'aménagement urbain

### Des infrastructures durables, résilientes et inclusives

<b>14 000</b> GWh	<b>550 000</b> personnes	<b>940 000</b> personnes	<b>1,6</b> million de personnes	<b>2,6</b> million de personnes
d'électricité produite à partir de sources renouvelables	ont un accès nouveau ou amélioré à l'énergie	ont un accès nouveau ou amélioré à une eau potable gérée de manière sécurisée et/ou à l'assainissement	ont un accès amélioré à des infrastructures ou services de transport durables	ont été raccordées au haut débit pour la première fois

### Développement productif et innovation grâce au secteur privé

<b>70 000</b> emplois directs créés	<b>3,3</b> millions de MPME bénéficient d'un soutien financier et/ou non financier	<b>900 000</b> agriculteurs bénéficient d'un accès amélioré à des services agricoles et d'investissements dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique
--	--	---

### Intégration régionale

<b>1 300</b> entreprises soutenues dans le domaine du commerce international, du tourisme et de l'investissement direct à l'étranger	<b>28,5</b> millions de tonnes de marchandises traités dans les ports, aéroports et infrastructures ferroviaires
--	--

(suite à la page suivante)

**Figure 2.** (suite)

### Biodiversité, capital humain et action pour le climat

**996 000**

**personnes**

bénéficient d'une résilience et d'une protection renforcées contre les catastrophes et les chocs climatiques

**13,9**

**millions de tonnes par an**

d'équivalent-CO<sub>2</sub> d'émissions de gaz à effet de serre évitées

**23,7**

**millions**

d'hectares gérés de manière durable

**2 300**

**milliards**

de dollars d'actifs physiques sécurisés par des investissements dans l'adaptation au changement climatique

**23**

**pays**

disposent d'une gouvernance améliorée de la gestion des risques de catastrophe et/ou du changement climatique

### Égalité des genres et inclusion de groupes divers

**2,3**

**millions de personnes**

ont bénéficié d'une égalité des genres renforcée et/ou de l'inclusion de groupes divers

**780.000**

**MPME dirigées par des femmes**

bénéficient d'un soutien financier et non financier

**7**

**pays**

disposent d'une politique et d'un cadre institutionnel renforcés en matière d'égalité des genres et de diversité

### Capacités institutionnelles, État de droit et sécurité des citoyens

**8 100**

**personnes**

disposant d'une résilience ou de capacités améliorées en vue de prévenir et de riposter face à la criminalité et aux violences

**27**

**agences**

et organisations du secteur privé disposant de capacités numériques renforcées

**151**

**agences**

présentant une mobilisation renforcée, transparente et durable des ressources intérieures, une bonne gestion des dépenses et des capacités de gestion des politiques

À ce jour, environ deux tiers des indicateurs du cadre d'impact sont sur la bonne voie<sup>6</sup>. Comme l'indique le [Rapport d'impact](#) de cette année, les portefeuilles actifs de la Banque ont amélioré la vie de millions de personnes en 2024, dont 34 millions de personnes recevant des services de santé et de nutrition de qualité,

2,6 millions de personnes raccordées au haut débit pour la première fois, 3,3 millions de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) bénéficiant d'un soutien financier ou non financier et 900 000 agriculteurs ayant un accès amélioré aux services agricoles, entre autres retombées positives.

<sup>6</sup> Voir <https://www.iadb.org/fr/qui-sommes-nous/strategie-institutionnelle/mesurer-nos-resultats/tableau-de-bord-de-la-mission>.



Le Groupe BID et les entités qui le composent ont reçu un vaste éventail de prix en 2025.

La BID a réalisé **de meilleurs résultats de développement au moment de l'achèvement des projets** ; BID Invest a dépassé la cible fixée par son cadre d'impact en la matière. Pour la BID, l'indicateur est fondé sur la validation indépendante des rapports d'achèvement de projets (PCR). Soixante-trois pour cent (63 %) des PCR ont reçu une évaluation globalement positive en 2024, 16 points de pourcentage de plus qu'en 2023. Toutefois, ce chiffre reste inférieur à la cible de 75 %.

Comme résumé ci-dessous, le Groupe BID a également reçu un éventail de prix extérieurs au cours de l'année, lesquels reflètent la croissance de son impact et de sa pertinence. En outre, selon l'enquête internationale de l'Overseas Development Institute auprès de responsables publics, **la BID est considérée comme l'une des banques multilatérales de développement les plus efficaces au monde**. Jusqu'à 90 %

des responsables sondés classaient la BID parmi les BDM qui soutiennent au mieux leurs priorités.

## Moments saillants : prix institutionnels reçus en 2025

- **Banque multilatérale de développement de l'année selon Latin Finance (Groupe BID)** : reconnaît l'impact du Groupe dans la région au cours de l'année, y compris ses vastes réformes institutionnelles, ses innovations pionnières dans le domaine du capital, des avancées concrètes dans la mobilisation du secteur privé et des initiatives à grande échelle pour la nature
- **International Knowledge Management Award 2025 (BID)** : reconnaît le leadership de la Banque dans la gestion

des connaissances au bénéfice du développement durable et sa capacité à joindre éléments probants, apprentissage et action dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes

- **Environmental Finance Sustainable Debt Awards – Prix de l'innovation (BID)** : décerné à l'échange dette-nature pour l'Équateur (EC-U0007)
- **Environmental Finance Sustainable Debt Awards – Prêt vert de l'année (Amériques) (BID)** : décerné à l'échange dette-nature pour les Bahamas (BH-U0002)
- **IJ Global Investor Awards – Accord de titrisation de l'année, Amérique latine (BID Invest)** : décerné au transfert de risque de portefeuille Scaling4Impact, d'un montant d'un milliard de dollars, l'une des étapes fondatrices du modèle *originate-to-share* de BID Invest. Il s'agissait de la première transaction de titrisation ciblant les actifs des BDM en Amérique latine et dans les Caraïbes pour les investisseurs privés, et du premier transfert de risque au niveau du portefeuille opéré par BID Invest.
- **LatinFinance Awards – Accord soutenu par les IFD de l'année (BID Invest)** : décerné à l'usine de pâte à papier d'Arauco au Brésil, qui a créé des milliers d'emplois, permis une hausse des exportations et défini de nouvelles normes de durabilité dans la production de pâte à papier et la production d'énergie renouvelable
- **LatinFinance Awards – Obligation de l'année (BID Invest)** : décerné à la transaction d'obligations B de 1,8 milliard de dollars en soutien à la stabilisation des prix de l'électricité au Chili, qui bénéficie aux ménages et aux PME tout en assurant une énergie abordable et des

finances pérennes pour les compagnies d'électricité

- **LatinFinance Awards – Financement d'infrastructures de l'année (BID Invest)** : décerné au projet du campus San Cristóbal en Amérique centrale, qui élargit l'accès à une éducation de qualité et au sport pour 13 000 jeunes tout en favorisant l'inclusion et la résilience des infrastructures au Guatemala
- **Environmental Finance Sustainable Debt Awards – Obligation sociale de l'année et prix de l'innovation dans l'utilisation du produit des projets (BID Invest)** : décerné au projet Fedecredito à El Salvador, qui soutient l'accès au financement pour les MPME et l'achat de logements par les femmes au bénéfice de la croissance économique
- **Catalyst 2030 Special Recognition Award (BID Lab)** : reconnaît les efforts d'innovation au service de l'inclusion sociale grâce à des solutions collaboratives et reproductibles à grande échelle. Catalyst 2030 est une initiative lancée au Forum économique mondial à Davos (Suisse).

## Coup de projecteur sur les opérations

Les projets approuvés en 2025 soulignent l'accent placé par le Groupe BID sur le développement à fort impact. La présente section présente trois opérations qui reflètent des éléments du cap stratégique fixé pour l'année. Voir le tableau 4 pour une liste intégrale des opérations à garantie souveraine approuvées.

- **Renforcement de la gouvernance de la gestion des risques de catastrophe – Phase II (Bahamas |**

**Figure 3. Approbations de la BID par groupe sectoriel  
(en millions de dollars des États-Unis)**

<b>INFRASTRUCTURE ET ENVIRONNEMENT</b>		<b>APPROBATIONS EN 2025<sup>a</sup></b>	
<b>SECTEUR</b>	<b>Nombre<sup>b</sup></b>	<b>Montant<sup>c</sup></b>	
Agriculture et développement rural	3	331	
Eau et assainissement	15	2 172	
Urbanisme et logement	4	615	
Énergie	8	1 008	
Environnement et catastrophes naturelles	5	187	
Transports	11	2 598	
Tourisme durable	1	70	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>\$6 980</b>	
<b>INSTITUTIONS POR LE DÉVELOPPEMENT</b>			
Science et technologie	1	106	
Développement des entreprises privées et des PME	5	257	
Industrie			
Marchés financiers	9	1 911	
Réforme / modernisation de l'État	22	4 935	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>\$7 208</b>	
<b>INTÉGRATION ET COMMERCE</b>			
Commerce	3	639	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>\$639</b>	
<b>SECTEUR SOCIAL</b>			
Éducation	4	271	
Santé	4	1 055	
Investissement social	12	1 727	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>20</b>	<b>\$3 053</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>100</b>	<b>\$17 881</b>	

<sup>a</sup> Ce chiffre inclut l'utilisation des fonds d'urgence pour les catastrophes naturelles.

<sup>b</sup> Inclut un projet approuvé après modification, financé à partir d'une réaffectation des ressources.

<sup>c</sup> Inclut des ressources du capital ordinaire, du capital ordinaire à des conditions concessionnelles, du Fonds de subvention de la BID, du Fonds pour les technologies propres, du Fonds vert pour le climat, du Mécanisme de cofinancement pour le développement des infrastructures de la Corée et du Fonds stratégique pour le climat. Inclut des financements supplémentaires avec de nouvelles ressources après modifications.

La différence entre le total général et le sous-totaux est attribuable à projets qui comprennent plusieurs opérations.

**BH-L1062)** : Cette dernière opération d'une série programmatique fondée sur les politiques publiques renforce la gouvernance de la gestion des risques de catastrophe (GRC) et positionne les Bahamas en tant que chef de file en la matière dans la région. Ancré dans la stratégie de soutien exhaustif de la BID, et soucieux de consolider des réformes antérieures, notamment la Loi de 2022 sur la GRC qui a unifié les principales institutions concernées sous l'égide d'un seul organe, le projet contribue à la mise en œuvre du cadre juridique dans l'ensemble des piliers de la GRC. Il a pour objectif d'améliorer les scores au titre de l'indice de gouvernance et de politique public de la BID dans le domaine de la GRC de 21 à 39 %, ce qui pourrait réduire le préjudice humain et économique en cas de catastrophe de jusqu'à 3 % et 4,3 % respectivement, soit l'équivalent d'un milliard de dollars. Le projet espère bénéficier à plus de 344 000 personnes.

- **Garantie pour les projets d'énergies renouvelables non conventionnelles (Équateur | EC-U0006)** : Cette opération renforce le secteur de l'électricité en Équateur. En diminuant le risque en matière de crédit, cette garantie espère mobiliser un milliard de dollars de capitaux privés pour 12 projets représentant plus de 800 MW de production d'électricité. Le projet, qui reflète également une forte synergie avec BID Invest, constitue la première opération dans le cadre d'une nouvelle ligne de crédit conditionnelle pour les projets d'investissement (CCLIP), qui ouvre la voie à des garanties futures dans le secteur de l'énergie.
- **Amélioration de la connectivité et de l'inclusion le long du couloir**

**Buga-Loboguerrero-Buenaventura (Colombie)** : BID Invest a ancré des financements de 904 millions de dollars pour l'une des concessions routières les plus stratégiques de la Colombie dans le domaine de la 5G. Grâce à son modèle économique *originate-to-share*, BID Invest a mobilisé des cofinanciers et obtenu l'intégralité du montage financier. Le projet propose également une assistance technique afin d'intégrer les micro, petites et moyennes entreprises, d'ajouter des mesures d'adaptation et de favoriser l'inclusion le long d'un axe où près de 30 % de la population vit dans la pauvreté. Le projet devrait permettre une réduction de 10 % des temps de trajet, de 6 % des coûts d'exploitation des véhicules et un renforcement de la place de Buenaventura en tant que plateforme commerciale de premier plan en Colombie.

## Des connaissances à l'impact

Cette année, la BID a reçu le prix international de gestion des connaissances, décerné par Knowledge Management Austria et le Knowledge for Development Partnership (K4DP). Ce prix reconnaît le leadership de la BID dans la gestion des connaissances au bénéfice du développement durable et sa capacité à joindre éléments probants, apprentissage et action dans l'ensemble de la région.

Les connaissances constituent l'un des principaux avantages comparatifs de la Banque. Plutôt que de se concentrer uniquement sur le volume d'études qu'elle produit, **la BID privilégie l'intégration des éléments probants dans les politiques**

## SOUTIEN À HAÏTI

En 2025, le Groupe BID a renforcé son leadership et son empreinte opérationnelle en Haïti en associant soutien immédiat visant à remédier à la fragilité extrême à un programme de développement tourné vers l'avenir.

La mission du mois de mai s'est déroulée à un moment décisif : première visite présidentielle depuis 2017, elle a créé un élan politique et réaffirmé le rôle de la Banque en tant que principal partenaire de développement d'Haïti. Conformément à un mandat formel d'Haïti en février, la BID a pris en charge, sous la houlette des autorités et en conjonction avec la Banque mondiale, l'ONU et l'UE, la responsabilité de la coordination de la conception d'un plan de reprise et de développement à moyen terme (2025–2030) centré sur les priorités territoriales dans les régions Nord et Sud.

Tout au long de l'année, la BID a dirigé des dialogues stratégiques avec des bailleurs et

partenaires afin d'aligner les investissements et de mobiliser des ressources supplémentaires autour de cette démarche.

Sur le plan opérationnel, le Programme de facilité de don pour 2025 a atteint 149,9 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 2,4 millions de ressources de coopération technique et 750 000 dollars supplémentaires attendus pour la fin de l'année dans le but de renforcer la préparation des projets et de veiller à ce que le programme de 2026 soit prêt.

Ces efforts reflètent l'attachement de la BID à la mobilisation de ressources vers les pays confrontés à une fragilité accrue dans le contexte de l'**Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté**, lancée au sommet du G20 à Rio en 2024. Le soutien de la BID en Haïti se concentre sur la formation et l'emploi des jeunes, la santé maternelle et infantile et la restauration scolaire dans le cadre de l'initiative *Fast Track* de l'Alliance.



**HAÏTI** : Un programme de la BID améliore l'accès aux services de santé essentiels et renforce le système de santé dans la région du Grand Nord.

## EFFORTS POUR LA JAMAÏQUE

Dans le sillage de l'ouragan Melissa et sur demande du Premier ministre jamaïcain Andrew Holness, la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), la Banque de développement des Caraïbes (BDC), le Groupe BID, le Fonds monétaire international (FMI) et le Groupe de la Banque mondiale ont assemblé un **fonds de près de 6,7 milliards de dollars sur trois ans** afin de soutenir les efforts de reprise et de reconstruction de la Jamaïque.

### Une intervention rapide et précoce facilitée par la planification jamaïcaine

Le cadre solide de financement des risques de catastrophe a permis aux fonds de s'acheminer rapidement vers le pays afin de prendre en charge les besoins les plus urgents. Il a facilité la mise en place de liquidités essentielles en vue de compléter les ressources d'urgence des autorités, pour un total de 662 millions de dollars, dont 300 millions issus de la Facilité de crédit d'urgence (CCF) de la BID.

### Besoins de reprise et soutien institutionnel

Face à un préjudice évalué à 8,8 milliards de dollars des États-Unis, la reprise nécessitera d'importantes ressources et des investissements à long terme. Pour ce faire, un fonds de soutien financier à hauteur de 3,6 milliards de dollars pourrait être mis à disposition pour financer le programme de reprise et reconstruction des autorités au cours des trois prochaines années, dont jusqu'à un milliard de dollars de financement souverain de la BID dans les domaines prioritaires où l'expertise technique et la présence à long terme de la Banque peuvent produire des retombées durables.



**JAMAÏQUE** : Un ensemble de financements exhaustif prendra en charge certains des besoins de reconstruction dans le sillage de l'ouragan Melissa.

### Assistance technique et soutien sous forme de dons

Pour assurer une reprise efficace, résiliente et étayée par les pratiques optimales mondiales en Jamaïque, les cinq institutions fournissent également une assistance technique et des services de conseil politique.

### Mobiliser l'investissement privé au service de la résilience

La mobilisation du capital privé sera essentielle en vue de passer les efforts de reprise à l'échelle supérieure et de préserver l'espace budgétaire. Les plateformes régionales du Groupe BID et du Groupe de la Banque mondiale sont conçues pour associer dès le départ les solutions publiques et privées. BID Invest et la Société financière internationale (IFC) ainsi que l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui appartient au Groupe de la Banque mondiale, œuvrent de concert pour mobiliser quelque 2,4 milliards de dollars d'investissements privés afin d'appuyer la reprise et la reconstruction en Jamaïque, un montant réparti de manière équitable entre le Groupe BID et le Groupe de la Banque mondiale.

**publiques, les décisions d'investissement, la conception et l'encadrement des projets.**

Cette approche se reflète dans la boucle de connaissances de la BID, qui met en relation les travaux analytiques et les opérations afin que les recherches et les données étayent la conception des projets ; ensuite, la mise en œuvre produit de nouveaux apprentissages qui sont pris en compte dans les projets et études futurs.

Pour alimenter cette boucle de rétroalimentation, la BID a renforcé sa gouvernance grâce au Comité consultatif sur les connaissances (KAC), qui fait le trait d'union entre les programmes des secteurs dans le domaine des connaissances et les

priorités institutionnelles à l'échelle du Groupe, met à jour les politiques internes et œuvre à la qualité et à l'influence des produits de connaissances.

Ce prix met également en lumière les progrès de la Banque dans la construction d'un écosystème de connaissances moderne et numérique. La plateforme de connaissances du Groupe BID, soutenue par l'IA, est devenue l'épine dorsale numérique interne pour les connaissances triées et contextualisées. Par ailleurs, des outils comme l'assistant de rédaction des apprentissages glanés font des expériences des projets au quotidien une source de mémoire institutionnelle.



**SURINAME :** La BID produit des connaissances pour des politiques publiques plus efficaces et améliorer ses propres opérations. La Banque investit également dans les connaissances dans ses pays membres emprunteurs, par exemple à travers ce projet, qui améliore les programmes scolaires du primaire et l'accès à l'éducation.

En parallèle, la Banque a continué à produire un savoir-faire en temps opportun pour aider les pays à concevoir et exécuter des politiques pour des retombées maximales, dans le droit fil de la stratégie institutionnelle. Trois Documents d'approche IDBStrategy+ ont été approuvés en 2025. Vingt-deux Documents de cadre thématique et cinq Plans d'action intersectoriels sont en cours d'élaboration pour orienter de manière plus stratégique les équipes opérationnelles.

La dernière édition de la série de rapports Développement dans les Amériques (DIA), publication phare de la BID, [\*Markets for Development: Improving Lives Through Competition\*](#) (« Les marchés au service du développement : améliorer des vies grâce à la

concurrence »), était l'un des produits les plus novateurs de l'année. Elle offre aux décideurs des éléments permettant de comprendre comment l'amélioration de la concurrence sur les marchés peut stimuler la croissance, réduire les inégalités et encourager l'innovation. Elle montre également que les gains économiques facilités par la hausse de la compétition sont souvent bien plus importants que prévu : toute réforme, fût-elle modeste, peut entraîner des retombées considérables. En proposant des recommandations pratiques et étayées pour éliminer les obstacles structurels et favoriser un environnement plus compétitif, ce rapport aide les pouvoirs publics à concevoir des politiques qui débloquent leur potentiel économique.

2

**BIDIMPACT+, UNE  
EXÉCUTION BIEN  
ENTAMÉE : DE LA  
VISION À L'ACTION**

Le Groupe BID exécute activement BIDImpact+, l'ensemble de réformes adoptées par les gouverneurs lors des assemblées annuelles de 2024 :

- i. Une nouvelle stratégie institutionnelle pour redoubler d'échelle et d'impact (*StratégieBID+*)
- ii. Une refonte du modèle économique et une hausse du capital de BID Invest (*BIDInvest+*)
- iii. Un modèle plus facile à reproduire à échelle et plus durable assorti d'une reconstitution de BID Lab (*BIDLab+*)

## IDBStrategy+

Fin 2025, le Groupe BID était **bien lancé pour achever l'ensemble des réformes définies dans la StratégieBID+**.

Le tableau ci-dessus livre un aperçu des progrès réalisés cette année. Les sections suivantes mettent en évidence un ensemble de réformes particulièrement pertinentes pour les débats en cours au sein du conseil et pour les assemblées annuelles du Groupe BID en 2026.

## Diagramme 2.

Feuille de route de réformes StratégieBID+	État de la réforme	Niveau d'approbation
1. Documents d'approche de la StratégieBID+	Approuvé	CA
2. Orientation d'impact	Approuvé	CA
3. Vulnérabilité et concessionnalité	Proposition de la direction en cours de discussions avec le CA	CA/AG
4. Classement des pays	La direction élabore actuellement une proposition à présenter au CA	CA/AG
5. Approche en matière de stratégie pays, dialogue et programmes	Approuvé	Direction
6. Prêts d'appui aux réformes politiques	Proposition de la direction en cours de discussions avec le CA	CA/AG
7. Instruments innovants et mobilisation	Approuvé	CA
8. Instruments liés aux catastrophes (assurance)	Approuvé	CA

(suite à la page suivante)

## Diagramme 2. *(suite)*

Feuille de route de réformes Stratégie BID+	État de la réforme	Niveau d'approbation
9. Instruments d'investissement	Version finale distribuée par procédure harmonisée sans interruptions. Présentation au conseil pour approbation prévue en janvier 2026.	CA/AG
10. Revenu net du capital ordinaire	Certaines composantes approuvées ; la direction élabore actuellement une proposition à présenter au CA	CA/AG
11. Synergies du Groupe BID	Réforme en cours d'exécution par la direction	Direction
12. Banque de connaissances	Réforme en cours d'exécution par la direction	Direction
13. Optimisation du bilan	Approuvé	CA
14. Personnes, primes, culture	Réforme en cours d'exécution par la direction	Direction
15. Planification stratégique	Approuvé	CA
16. Transformation numérique	Réforme en cours d'exécution par la direction	Direction
17. Cadre d'impact	Approuvé	CA

CA = conseil d'administration  
AG = assemblée des gouverneurs

## Modernisation des investissements et des instruments de financement en appui aux réformes politiques

Fin 2025, la direction et le conseil d'administration de la BID étaient en train d'achever une **Politique unifiée de financement des investissements**, qui

fusionnera les instruments d'investissement existants en un cadre souple.

Cette politique permettra des opérations multisectorielle plus innovantes tout en améliorant les synergies entre instruments au bénéfice des approches programmatiques et en encourageant une collaboration approfondie au sein du Groupe BID et avec ses cofinanciers. Depuis novembre 2024, des réunions formelles et informelles ont eu lieu pour tenir compte des retours du conseil et expliciter certains



**BRÉSIL :** La BID contribue à la modernisation de l'agriculture dans le Cerrado pour une augmentation des revenus des petits et moyens producteurs tout en évitant la déforestation.

grands aspects de la réforme. En août et novembre 2025, la direction a présenté une mise à jour de la politique d'investissement unifiée et de ses orientations. Alors que les prêts pour investissement atteignent déjà un niveau record, la direction est convaincue que cette réforme continuera à augmenter la demande et la qualité.

En 2025, des progrès considérables ont été accomplis dans **le renforcement de la qualité des PBL**. Conformément à un mandat des gouverneurs visant à améliorer l'efficacité, la direction a entamé des pourparlers avec le conseil de la BID en janvier 2024<sup>7</sup> avec une proposition visant à améliorer la qualité et l'impact des opérations d'appui aux réformes politiques. La proposition comprenait des réformes dans quatre domaines : programmation, conception des projets, évaluation et apprentissage. Ceux-ci couvrent l'intégralité

des cycles des projets et font en sorte que le recours aux PBL soit plus stratégique, sain sur le plan technique et aligné sur les priorités des pays.

Le conseil de la BID a contribué à la poursuite du développement et au renforcement des réformes, ce qui a débouché sur un ensemble de dix indicateurs de qualité. Depuis leur approbation en juillet, la direction a avancé sur l'exécution de la plupart des mesures, dont le déploiement de nouvelles orientations stratégiques pour les pays, le renforcement des procédures de préparation des projets (PR-200) applicables aux PBL, la mise à jour des modèles de documents de projet PBL pour placer un accent renforcé sur les théories du changement, le renforcement des mécanismes d'examen par les pairs et de contrôle qualité et l'amélioration des rapports présentés au conseil.

À la fin de l'année, la direction et le conseil envisageaient une troisième version révisée de la proposition pour une nouvelle politique de financement en appui aux réformes politiques (PBF) et des orientations en la matière<sup>8</sup>. Cette proposition introduit un cadre modernisé pour les opérations PBF permettant à la BID de déployer de nouveaux instruments et de renforcer la réactivité des pays membres emprunteurs.

Cette proposition définit les principes permettant de déterminer le volume des opérations de PBF. Ainsi, la direction et le Conseil de la BID débattent actuellement d'un cadre de dimension qui guide les équipes opérationnelles lorsqu'elles déterminent le volume adapté à chaque opération de PBF en fonction de son impact

<sup>7</sup> GN-3191-1

<sup>8</sup> La proposition originelle a été présentée au conseil de la BID en novembre 2024.

potentiel. L'importance des réformes est une caractéristique centrale de ce concept. Si cette proposition est adoptée, la BID serait une référence parmi les BDM : aucune institution comparable ne dispose actuellement d'un cadre de dimension analogue.

Étant donné la hausse des capacités de prêt et l'amélioration en cours de la qualité des PBL<sup>9</sup>, la direction espère poursuivre la discussion relative à l'ampleur de la BID au fil du temps.

## Réinventer le recours aux ressources concessionnelles pour mieux venir en aide aux populations les plus vulnérables de la région

En 2025, la direction a soumis à l'examen du Conseil de la BID une proposition relative à l'élaboration d'une architecture concessionnelle ancrée sur les vulnérabilités ; cette proposition demeure à l'étude au Conseil. L'objectif est de **renforcer l'appui aux pays les plus pauvres de la région tout en réduisant la vulnérabilité face aux chocs exogènes.**

## Amélioration de la qualité au niveau opérationnel

Le Groupe BID **favorise une culture fondée sur l'efficacité** en refondant ses systèmes

et processus internes afin de privilégier les retombées en matière de développement.

Une réforme interne importante est l'adoption et le déploiement d'un nouveau **cadre de politique pour l'efficacité en matière de développement** pour la BID, qui définit des normes plus claires pour gérer les résultats tout le long du cycle des projets. Dans le cadre de cette démarche, un outil numérique d'appui à la prise de décisions de bout en bout, sgDELTA (efficacité en matière de développement, apprentissage, suivi et évaluation des opérations à garantie souveraine) est en cours de déploiement pour orienter les équipes des projets de la préparation à l'évaluation en passant par l'exécution. En outre, BID Invest continue à renforcer son cadre de gestion de l'impact de bout en bout, y compris son outil d'évaluation de l'impact DELTA, qui évalue l'impact initial et la surveillance continue. BID Lab renforce également ses systèmes de gestion des résultats en harmonisant l'agrégation des résultats dans son cadre de résultats en matière d'innovation afin de soutenir l'apprentissage et la prise de décisions au niveau des portefeuilles.

Cette transformation institutionnelle représente un tournant considérable : le Groupe BID **ancore les réformes dans son écosystème opérationnel**. En 2025, on a observé un meilleur encadrement des opérations par la direction, un équilibre amélioré des pouvoirs dans l'assurance de la qualité des opérations et une meilleure gestion des risques grâce à l'adoption et l'exécution d'un nouveau PR-200, processus employé pour préparer les opérations à garantie souveraine. Le service de l'examen stratégique de la qualité opérationnelle a

<sup>9</sup> D'après les résultats préliminaires de l'évaluation indépendante du conseil de la BID, certains éléments laissaient entendre une amélioration des PBL en 2024 et 2025 par rapport à 2023.

## POINTS SAILLANTS : UN ÉCOSYSTÈME OPÉRATIONNEL REPENSÉ POUR UNE QUALITÉ ACCRUE

- **Un dialogue et des outils de gestion des projets améliorés** : nouvelles orientations pour les stratégies pays, lien renforcé avec le processus de programmation, meilleurs processus et outils de gestion des projets
- **Un accent renforcé sur la qualité dans la préparation des projets** : un PR-200 mis à jour comprenant de nouveaux rôles pour la division de vérification de la qualité et le bureau de gestion des risques en tant que deuxième ligne de défense pour les opérations
- **Des modèles, annexes, outils et systèmes mis à jour et passés à l'ère numérique** : théorie du changement, nouvelle matrice d'efficacité en matière de développement (DEM), sgDELTA, matrice de résultats
- **Un apprentissage opérationnel bien rétroalimenté** : grâce à la plateforme de connaissances, création d'un réseau où les effectifs peuvent partager les pratiques optimales ; production de davantage de données et recherches utiles grâce au Fonds de renseignement et à d'autres groupes ; amélioration de l'utilisation par la Banque des enseignements glanés afin de renforcer les opérations
- **Une gestion des risques améliorée** : vérification des risques, matrice des risques mise à jour. Une exécution fondée sur les résultats accélérée : note d'efficacité en matière de développement, approche de gestion des portefeuilles fondée sur les résultats

été créé au sein du bureau de planification stratégique et d'efficacité en matière de développement (SPD) de la BID afin d'aider les équipes et d'assurer une meilleure qualité initiale, notamment pour les prêts d'appui aux réformes politiques. La Banque a mis en place une nouvelle approche concernant les stratégies et diagnostics pays, les cadres thématiques et les connaissances afin d'être plus sélective et de fonder les opérations sur les meilleurs éléments probants disponibles.

Pour optimiser l'impact du Groupe BID, il faut des projets de qualité, mais aussi des **processus agiles**. Les réformes en ce sens vont au-delà des refontes de procédures : c'est un nouveau cap stratégique dans la façon dont la Banque vient en aide à ses clients. De la stratégie pays à la clôture d'une opération, chaque élément s'inscrit dans un large système interconnecté dont le but est de créer un cycle opérationnel plus agile et plus efficace. Pour assurer une adoption réelle, un plan exhaustif de gestion du changement est en cours. Celui-ci comprend des composantes ciblées de communication et de formation.

## Procure+ : au service du rapport qualité-prix, de l'équité et de l'intégrité

En se fondant sur les réformes de la StratégieBID+ orientées vers la qualité, la direction a commencé, à la mi-2025, à concevoir un nouveau cadre institutionnel visant à **renforcer la passation des marchés dans le cadre des projets financés par la BID** et d'améliorer la capacité de la Banque à faire de l'impact une réalité à grande échelle.

Ce cadre renforce la responsabilité et l'agilité grâce à une exécution accélérée,

une transparence accrue et un alignement renforcé avec les autres BDM. Procure+ permettra aux équipes et aux organes d'exécution d'être mieux équipés, rehaussera le niveau d'exigence et renforcera explicitement les évaluations de rapport qualité-prix, les garde-fous contre les conflits d'intérêts et les examens de propriété effective tout au long du cycle du projet. En favorisant la concurrence ouverte et la surveillance alimentée par les données, les projets de la Banque produiront de meilleurs résultats avec une efficacité et une crédibilité accrues. La direction présentera le cadre au conseil d'administration de la BID en 2026.

## BIDInvest+ : capitalisation en cours

Le passage à BIDInvest+ est bien entamé grâce à la hausse de capital de 3,5 milliards de dollars adoptée par les gouverneurs en 2024 qui, à ce jour, a été souscrite ou engagée par 41 pays **représentant 89,76 % des nouvelles actions**.

## Mise en œuvre du modèle *originate-to-share*

En 2025, BID Invest a renforcé sa gouvernance, sa structure organisationnelle et son leadership, ce qui ouvre la voie vers des réformes futures et une synergie accrue avec la BID. Cette démarche permettra de redoubler d'impact et d'ambition, d'améliorer les solutions de développement, de consolider les synergies à l'échelle du Groupe, y compris celles entre les conseils de la BID et de BID Invest, de parvenir à

une agilité et une reproductibilité à échelle meilleures et de mieux aligner les effectifs et la culture de BID Invest.

Comme indiqué, l'organe a réalisé des progrès opérationnels tout en obtenant **un record de 13,1 milliards de dollars d'engagements**, dont des investissements pour compte propre et des ressources mobilisées. Dans ce contexte, la forte demande de financement dans la région et la réaction positive du marché au nouveau modèle de fonctionnement ont continué à renforcer le raisonnement qui a convaincu les gouverneurs d'adopter BIDInvest+.

Ce nouveau modèle permet à l'organe de cibler les investissements à fort impact grâce à un cadre d'impact en matière de développement révisé, associé à une approche plus audacieuse face aux risques et à leur gestion.

**Le résultat : plus d'impact sans perdre en viabilité financière.** Un exemple important était le lancement de Colabora Capital Partners, une plateforme d'investissement innovante et gérée de manière indépendante afin d'attirer les investisseurs institutionnels vers les possibilités de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans le droit fil de l'approche *originate-to-share*, BID Invest agit en tant qu'investisseur majeur mais sans pouvoir de contrôle afin de donner un signal de confiance et de susciter l'intérêt du marché.

Avec ce nouveau modèle, une nouvelle approche face aux risques et une mobilisation du capital ancrée dans son travail, BID Invest est prêt à accroître son impact régional et mondial au cours de la prochaine année.



**GUATEMALA :** Avec des financements de BID Invest, le projet privé Xochi, Corredor de las Flores réduira le temps de déplacement de trois heures à vingt-cinq minutes sur l'un des principaux itinéraires logistiques du pays.

## BIDLab+, c'est parti : le MIF IV activé<sup>10</sup>

L'évolution de BID Lab a continué en 2025, marqué par des étapes financières et institutionnelles majeures qui renforcent son rôle en tant que laboratoire d'innovation du Groupe BID et organe chargé du capital-risque pour un développement inclusif et durable.

### Du MIF III au MIF IV

BID Lab a obtenu l'ensemble des reconstitutions en attente du MIF III, qui

a ouvert la voie au MIF IV une fois que les instruments d'acceptation et de contribution représentant au moins 60 % des nouveaux engagements des bailleurs sont déposés. À la fin de l'année, 20 pays avaient effectué ce dépôt, soit 61 % des 205 millions de dollars annoncés. **Ainsi, le seuil du MIF IV a été déclenché et le processus BIDLab+ est pleinement lancé.**

En outre, 41,74 millions de dollars ont été versés, le rythme de paiement le plus rapide jamais constaté pour un cycle de reconstitution.

<sup>10</sup>MIF III désigne le troisième cycle de financement de BID Lab, entré en vigueur en mars 2019. MIF IV est le quatrième cycle de financement de BID Lab. Il est régi par l'Accord de création du Fonds multilatéral d'investissement IV et l'Accord de gestion du Fonds multilatéral d'investissement IV.



**ÉQUATEUR :** Un projet de BID Lab fait progresser la bioéconomie régénérative en Amazonie équatorienne au bénéfice des revenus, de l'innovation et de l'accès aux marchés.

## Développement du modèle économique BIDLab+

BID Lab a entamé le déploiement du modèle économique BIDLab+, qui cible **le renforcement de la durabilité, de l'échelle et de la pertinence pour les clients**. Un changement majeur à cet égard est le passage à un portefeuille plus grand et remboursable. En 2025, les opérations remboursables comme les prêts et les fonds propres représentaient plus de 70 % des approbations concernant les ressources propres de BID Lab, ce qui reflète une démarche de réduction de la dépendance vis-à-vis des cycles de reconstitution et un approfondissement des relations avec le secteur privé.

BID Lab a harmonisé ses quatre grands instruments financiers (investissements dans les fonds de capital-risque, fonds propres directs, prêts et dons) et lancé la dette-risque, un nouveau produit visant à répondre à la demande croissante des entrepreneurs : des financements souples et non dilutifs. Un nouveau programme de fonds propres à l'étape initiale a été lancé pour aider les entrepreneurs au premier stade de leur entreprise sur les marchés plus petits et moins mûrs.

**La mobilisation des ressources a pris une place centrale dans la stratégie de financement de BID Lab.** L'organe a atteint sa cible de 35 millions de dollars de mobilisation directe en associant les fonds fiduciaires des bailleurs traditionnels à des mécanismes novateurs comme les coinvestissements de fonds propres.

L'appui de BID Lab aux écosystèmes entrepreneuriaux s'est progressivement aligné sur des initiatives du Groupe BID comme Amazonia Forever et ONE Caribbean, ce qui stimule les synergies entre capital public et privé.

BID Lab a progressé dans l'exécution de sa stratégie d'impact à l'aide d'un **nouveau cadre** en la matière. L'organe a mis en place des projets pilotes pour mesurer l'impact de la pauvreté et examiner un programme de renforcement de l'impact pour aider les sociétés de portefeuille à renforcer leurs contributions sociales et environnementales, ce qui permettra de développer l'offre de projets à fort impact et propices aux investissements proposés par BID Lab.

En novembre, BID Lab a organisé le forum pour l'entrepreneuriat mondial et la technologie (GET) pour l'Amérique latine et les Caraïbes à El Salvador. Co-organisée par le Groupe BID, les autorités nationales et le Groupe Agrisal, cette manifestation a réuni plus de 160 intervenants et 700 dirigeants du monde entier en vue de stimuler

l'innovation, les partenariats productifs et le développement pour tous.

**Moment phare pour le capital-risque dans les Caraïbes**, BID Lab a approuvé un investissement central de 3 millions de dollars dans le fonds Caraïbes Morro Ventures, premier fonds de capital-risque pour les start-ups et PME à leur phase embryonnaire. Cet investissement catalyseur positionne BID Lab en tant que premier partenaire institutionnel limité du fonds, ce qui reflète la confiance du marché et attire les capitaux privés.

Après près de huit ans de réussites sous la houlette d'Irene Arias Hofman, BID Lab est prêt à entamer un nouveau chapitre sous la direction générale de Graham Macmillan à partir de janvier 2026. Fort d'importants progrès dans la mobilisation de capitaux, l'innovation et l'impact, BID Lab est bien positionné pour redéfinir la façon dont l'innovation entrepreneuriale pour l'inclusion est financée et reproduite à grande échelle dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes.

3

**STIMULER  
L'INNOVATION GRÂCE  
À DES PROGRAMMES  
ET INITIATIVES  
NOUVEAUX  
ET EXISTANTS**

## Programmes régionaux

Grâce à quatre programmes phares régionaux, la Banque **incorpore une approche régionale dans son cœur d'activité** dans une optique d'intégration et de résilience renforcées. Cette année, plus de la moitié des 100 opérations approuvées par la BID soutenaient les objectifs d'Amazonia Forever (17), ONE Caribbean (15), América en el Centro (12) et South Connection (14).



Entre autres secteurs, Amazonia Forever investit dans l'amélioration de la connectivité et des systèmes de transport.

## Amazonia Forever

[Amazonia Forever](#) consolide son rôle en tant que plus ancien programme régional du Groupe BID : il **produit un impact à plus grande échelle grâce à l'innovation financière et à des investissements dans le développement durable, la biodiversité et la résilience**. Son portefeuille est passé de 3,3 milliards de dollars en 2024 à 5 milliards avec des avancées sur chacun de ses piliers stratégiques : (i) lutte contre la déforestation ; (ii) bioéconomie et économie créative ; (iii) personnes ; (iv) villes, connectivité et infrastructures durables ; et (v) agriculture, élevage et sylviculture durable.

En novembre, **la BID a émis sa première obligation Amazonie** pour 100 millions de dollars conformément au **programme d'émission d'obligations Amazonie et à ses directives, dotés d'un milliard de dollars**, élaboré avec la Banque mondiale. La BID a également développé ses réseaux de

### POINTS SAILLANTS

- **Opérationnel** : Entre autres opérations importantes, le programme pour la durabilité du transport fluvial au Pérou, doté de 130 millions de dollars, a mis en place des quais flottants et des bateaux hybrides pour les services médicaux et scolaires, ce qui améliore la connectivité pour 175 000 résidents de zones éloignées.
- **Initiatives dirigées par les communautés autochtones** : Trois nouveaux projets du fonds Amazonia for Life ont été conçus et exécutés par des organisations autochtones et quilombola : un en Équateur avec Confeniae et deux au Brésil avec COIAB et CONAQ.
- **Mobilisation des ressources** : Des nouveaux partenariats ont permis de mieux financer le programme. L'accélérateur pour les énergies propres en Amazonie a été lancé en mai avec 215 millions de dollars de fonds d'investissement pour le climat en vue de subvenir aux besoins énergétiques. En juin, le programme d'amélioration de la résilience climatique grâce à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en eau a obtenu 162 millions de dollars du Fonds vert pour le climat afin de mieux protéger les systèmes d'eau et assainissement contre les chocs climatiques.

partenariats, par exemple en créant l'Alliance pour des transports durables, résilients et intégrés en Amazonie avec la Banque mondiale et d'autres partenaires.

## América en el Centro

[América en el Centro](#) stimule la compétitivité de la région grâce à une logistique optimisée, à l'accélération de l'intégration énergétique et au renforcement de compétences essentielles. Lancé en 2024, ce programme cherche à affronter les défis



Dans le cadre du programme América en el Centro, des investissements stratégiques dans les infrastructures permettent aux individus et aux entreprises d'accéder à de nouveaux débouchés.

### POINTS SAILLANTS

- **Cargo Pass:** La BID a élaboré un plan novateur pour renforcer les services logistiques le long du couloir Pacifique, principal itinéraire de transport de marchandises dans la région, en introduisant une procédure aux frontières accélérée pour les opérateurs certifiés et une traçabilité numérique des marchandises. Les investissements seront financés à travers une tarification utilisateur pour éviter toute pression budgétaire sur les autorités publiques. La proposition a été souscrite par les ministres centraméricains des Transports et des Finances. La mise en œuvre devrait commencer en 2026 par l'identification de partenaires stratégiques, avec le soutien potentiel d'un instrument financier régional.
- **SIEPAC 2.0 :** La BID a encouragé le dialogue à haut niveau en vue de renforcer le Système d'interconnexion électrique centraméricain (SIEPAC) et le Marché régional de l'électricité (MER). Ainsi, les autorités de l'énergie en Amérique centrale ont décrété des mesures pour débloquer les investissements en attente et passer au niveau supérieur de l'intégration énergétique dans le cadre du SIEPAC 2.0, avec un accent sur les interconnexions extra-régionales, les renforcements des réseaux nationaux et le développement d'un deuxième circuit de transmission. Pour soutenir cette démarche, la BID a financé des études techniques pour l'interconnexion Panama-Colombie et le troisième protocole de l'accord-cadre du MER.
- **Talent Up :** América en el Centro a lancé une initiative régionale visant à aligner la formation professionnelle sur les besoins du marché dans les secteurs prioritaires. Grâce à un partenariat avec Google, l'initiative se concentrera dans un premier temps sur le développement des compétences numériques en accordant un statut prioritaire aux populations vulnérables. Les travaux préparatoires avec les autorités nationales de formation sont en cours, avec un déploiement dans les pays prévus pour 2026.

communs en Amérique centrale, au Panama et en République dominicaine **au service d'une région plus productive, résiliente et portée par les jeunes**. En 2025, América en el Centro a débuté sa première année complète d'exécution.

## ONE Caribbean

[ONE Caribbean](#) **accélère la préparation de projets et la résilience grâce à des**

**partenariats**. Le lancement du mécanisme de coordination de la préparation de projets (PPCM), qui cible une suite de projets essentiels, était un moment marquant pour le programme en 2025. Le PPCM met en relation les pouvoirs publics et les partenaires avec des experts techniques afin d'identifier, de structurer et de financer des projets publics et privés ainsi que des PPP. Des réunions ont eu lieu en Jamaïque, aux Bahamas, à Trinité-et-Tobago et à la Barbade. À ce jour, onze projets dans les domaines

### POINTS SAILLANTS

- **Sécurité des citoyens** En réponse à l'appel des chefs de gouvernement de la CARICOM pour un approfondissement de la collaboration régionale, la BID a lancé l'initiative ONE Safe Caribbean fin 2024. En 2025, elle s'est associée aux autorités des pays, à l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité (IMPACS) de la CARICOM, au Système de sécurité régional, au Groupe d'action financière-Caraïbes et à des partenaires bailleurs pour lutter contre la criminalité transnationale organisée. Le développement d'une plateforme de données sur la sécurité régionale et d'une facilité d'assistance technique dans le domaine de la cybersécurité, qui permettent des évaluations de vulnérabilité et un soutien à la résilience, y compris contre les cyberattaques, figuraient parmi les principales mesures prises.
- **Développement du secteur privé** : Afin de développer les possibilités offertes aux PME, une nouvelle facilité d'assistance technique viendra en aide aux entreprises qui croissent rapidement et cherchent à mettre en place des projets de résilience ou d'adaptation au changement climatique. Ces entreprises pourraient être admissibles pour des investissements sous forme de fonds propres ou de dette par le biais du Fonds de résilience de la Communauté des Caraïbes du Fonds de développement de la CARICOM, soutenu par BID Invest et ses partenaires. Parmi les efforts complémentaires, on compte le premier cours sur l'impact dans les Caraïbes pour les gestionnaires de fonds, dispensé en Jamaïque. Ce module portait sur la mesure de l'impact, la structure des accords et la gestion des fonds de capital-risque.
- **Sécurité alimentaire** : En partenariat avec Amazonia Forever, le programme contribuera à la modernisation de l'irrigation et des laboratoires au Suriname afin de renforcer le commerce alimentaire intra-régional. En partenariat avec le Programme alimentaire mondial, ONE Caribbean conçoit une initiative visant à renforcer la production agricole locale, au titre de la vision « 25 by 25 » de la CARICOM dans le domaine de la sécurité alimentaire.



ONE Caribbean contribue à la résilience des infrastructures et à l'amélioration de la gestion des risques de catastrophe, entre autres priorités.

de l'énergie, de la logistique portuaire, de la transmission d'électricité et de la résilience hydrique ont été examinés.

Des financements sont déjà attribués à la planification énergétique du secteur de l'eau et au plan global pour la zone économique spéciale de Caymanas en Jamaïque.

ONE Caribbean exécute également des coopérations technique non remboursables financées tant par le capital ordinaire de la BID que le fonds fiduciaire multi-bailleurs (MDTF), approuvé par le conseil de la BID en juin. Le Canada et le Royaume-Uni ont annoncé une contribution de 13 millions de dollars des États-Unis au MDTF, déployée dans les quatre piliers stratégiques du programme.

D'autres sources ont permis d'obtenir 1,3 million de dollars supplémentaires. Au total, 18 coopérations techniques ont été financées à hauteur de 18,9 millions de dollars au total, ce qui pose les bases d'investissements futurs comme la transformation hydrique à Trinité-et-Tobago en 2026.

## South Connection

South Connection construit des couloirs physiques et numériques en vue de renforcer la compétitivité de l'Amérique du Sud. Lancé en 2025, le programme est rapidement passé de la conception à l'exécution : il lutte contre des obstacles de longue date à la compétitivité de l'Amérique du Sud comme la fragmentation des infrastructures, le coût de la logistique et

### POINTS SAILLANTS

Parmi les opérations approuvées cette année, on compte :

- **Pérou** : Mise en place d'une connexion haut débit fiable dans des régions andines mal desservies (Aurimac, Ayacucho, Junin) au service de l'inclusion numérique et création de conditions plus propices à la connectivité régionale
- **Paraguay** : Promotion de l'intégration internationale du pays en renforçant les outils qui attirent l'investissement, ce qui stimule les exportations centrées sur les MPME et modernise la gestion des frontières pour réduire les délais et les coûts du commerce bilatéral avec le Brésil
- **Uruguay** : Octroi d'un prêt important au Groupe RAS, entreprise majeure de transport et logistique dans la région afin de développer le pôle logistique PIR5 – accroissement des capacités de stockage et de distribution et amélioration de l'efficacité et de la résilience des flux commerciaux régionaux

la persistance de la fracture numérique. En unissant onze pays sous un même cadre, il espère mettre en relation les individus et les marchés, faciliter les échanges commerciaux et harmoniser la réglementation.

En parallèle, BID Invest a commencé à définir un portefeuille complémentaire de huit projets dans le secteur privé dans les domaines de la logistique, de l'énergie, de l'industrie manufacturière et des infrastructures numériques.

Par ailleurs, BID Lab a mis en place des projets pilotes pour des modèles économiques inclusifs, des innovations numériques et des solutions au bénéfice de l'inclusion financière le long des itinéraires et couloirs entre les pays.

## Initiatives thématiques

La Banque est à l'écoute des besoins des clients dans des domaines comme la sécurité et la résilience. Ainsi, **elle a élargi ses initiatives thématiques et en a lancé de nouvelles**. Celles-ci remédient déjà à des lacunes dans le domaine des soins, aux risques de catastrophe et aux problèmes de sécurité et de compétitivité dans le secteur des minerais.

### IDB Cares

Lancée lors des assemblées annuelles de 2025 à Santiago, l'initiative [IDB Cares](#) **cherche à remédier aux déséquilibres dans le secteur des soins dans la région**. Malgré des besoins universels en la matière, les services restent limités et les femmes



Les projets IDB Cares permettent une amélioration des services pour la population de la région, qui vieillit rapidement.

effectuent trois fois plus de travail de soin non rémunéré que les hommes. IDB Cares transforme les systèmes de soins et réduit les inégalités entre les genres concernant le travail non rémunéré.

L'initiative s'appuie sur l'expérience de la Banque dans le domaine des politiques relatives aux soins pour mettre en place des prêts, des investissements et des coopérations techniques qui ont amélioré la prestation de services et les cadres institutionnels en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Panama, en République dominicaine et en Uruguay. Il mobilise également l'initiative Silver Economy, le soutien de BID Lab aux entrepreneurs dans le domaine des soins et les travaux de BID Invest pour la rétention des talents, ainsi que le financement de PPP pour des centres de petite enfance.

Le premier prêt IDB Cares (un PBL de 250 millions de dollars des États-Unis au Costa Rica pour la prise en charge à long terme des personnes âgées et dépendantes) et sept coopérations techniques dans six pays comptent parmi les points importants.

## Préparés et Résilients dans les Amériques

[Préparés et Résilients dans les Amériques](#)

**aide les pays dans la gestion des catastrophes.** Pour affronter des risques urgents, le Groupe BID et le Chili ont lancé cette initiative lors des assemblées annuelles de 2025. Signée par 38 pays, dont les 26 membres emprunteurs, et approuvée par 16 organisations partenaires, elle renforce la capacité des pays à affronter les catastrophes grâce à une amélioration de la résilience, des interventions et de la protection financière.

Bâtie sur trois piliers (les données au service de la résilience, une alliance régionale d'intervention et des solutions financières), l'initiative Préparés et Résilients dans les Amériques pose les jalons de solutions reproductibles à grande échelle contre les catastrophes. La BID a engagé 10 millions de dollars au service de la coopération technique régionale d'ici 2030 afin de mobiliser davantage de ressources.

## Alliance pour la sécurité, la justice et le développement

La nouvelle [alliance de la BID pour la sécurité](#) lutte contre l'un des problèmes les plus

**pressants de la région : la criminalité organisée.** Lancée à la Barbade en décembre 2024, l'Alliance est rapidement devenue une plateforme régionale de prêt contre la criminalité organisée en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2025, elle est devenue une coalition de 22 pays et 13 partenaires qui mènent des actions coordonnées au service de trois piliers : protection des populations et communautés les plus vulnérables, renforcement des institutions et perturbation des flux financiers illicites. En partenariat avec les institutions régionales et internationales, l'Alliance a mis en place des outils pratiques pour les organes chargés de la justice et de la sécurité, amélioré les systèmes de partage des casiers judiciaires et lancé des projets pilotes de recouvrement des actifs et de renseignement sur la criminalité environnementale dans le bassin du fleuve Amazone. La Banque a également approuvé une procédure accélérée permettant la préparation et l'adoption d'une coopération technique pour les urgences dans les pays emprunteurs dans un délai de 15 jours.

Dotée d'un portefeuille de plus de 780 millions de dollars, dont des prêts pionniers dans le secteur de la sécurité en Équateur, au Pérou et en Uruguay, l'Alliance devient un modèle de coopération régionale. Le Royaume-Uni et l'Espagne ont fourni des fonds en qualité de bailleur.

Au cours des trois prochaines années, **la Banque prévoit de mobiliser plus de 2,5 milliards de dollars grâce à sa division de sécurité des citoyens** afin de renforcer la capacité de la région à protéger les citoyens et les institutions tout en respectant l'État de droit.

## BID LAC Minerals

BID LAC Minerals a pour objectif de positionner la région en tant que chef de file des chaînes d'approvisionnement responsables et sécurisées en minéraux critiques. En 2025, le Groupe BID a posé les jalons d'un programme pour 2026 qui consolidera son leadership en tant que **premier partenaire multilatéral de la région pour un développement responsable et à forte valeur ajoutée des écosystèmes de minéraux critiques.**

La Banque aide les pays à bénéficier de leurs richesses minières. En s'appuyant sur sa présence régionale et son rôle de conseiller digne de confiance, elle a développé son assistance technique, mobilisé des financements et stimulé des réformes visant à aider les pays à mieux tirer parti de leurs ressources minières tout en respectant des normes environnementales et sociales exigeantes. Des progrès ont été réalisés en Argentine, au Brésil, au Chili, en Équateur, au Pérou et en République dominicaine : modernisation de la réglementation, production de données géologiques, renforcement de la gouvernance et des capacités pour les autorités infranationales et les communautés. L'objectif est de faire des richesses en minerais un outil de compétitivité et de développement local à long terme plutôt que de simplement obtenir des gains à court terme grâce à l'extraction.

Le Groupe BID a contribué à la mise en place de nouvelles possibilités d'investissement dans la transformation en milieu de chaîne, le raffinage et l'intégration des chaînes de valeur. Cela permettra de poser les



**ARGENTINE :** La BID contribue au développement intégral de la filière du lithium, de la prospection à l'extraction et à la gouvernance.

bases pour l'industrialisation de la région en réponse aux besoins du monde en énergie. Par l'entremise de la BID, des alliances stratégiques avec des partenaires comme l'UE, le Japon et des institutions

mondiales mobilisent des financements, des technologies et des instruments de risque pour accélérer les investissements dans les minerais responsables. Des initiatives phares comme le développement des capacités de raffinage et de recyclage du cuivre au Chili montrent comment la Banque aide les pays à renforcer leur position sur la chaîne de valeur. Ces mesures positionnent la région en tant que **partenaire stratégique pour les besoins énergétiques mondiaux et la résilience des écosystèmes industriels**, plutôt que d'être un simple fournisseur de matières premières.

## Innovation financière

Le Groupe BID a consolidé sa réputation de pionnier de l'innovation financière en développant ses outils de pointe permettant d'améliorer l'accès au financement et d'attirer des nombres importants d'investisseurs privés.

## Des instruments de trésor novateurs concernant le risque de catastrophe et la résilience

Guidée par la feuille de route IDBStrategy+, la BID a renforcé sa boîte à outils dans le domaine du trésor en 2025. Le conseil a approuvé la modification de l'autorisation de gestion mondiale de la responsabilité, ce qui a permis le lancement des **instruments financiers pour Ready and Resilient Americas (FIRRe)**, un élargissement stratégique du financement des risques de catastrophe. FIRRe met en place une

assurance catastrophe et des mécanismes d'échange qui ancrent la protection face aux catastrophes dans des contrats de prêts et fournissent une aide immédiate en cas d'urgence.

La BID a élargi sa couverture des risques de catastrophe de 2 milliards de dollars et lancé des initiatives pour aider les pays, et pour la première fois, les entreprises, à les gérer. Les clauses de dette résiliente face au climat (CRDC) sont notamment passées à l'échelle supérieure. Davantage de pays auront accès aux CRDC : un milliard de dollars supplémentaire de protection devrait être mis à disposition d'ici 2026, pour une couverture totale de 5,2 milliards à la fin de l'année.

La Banque a également lancé un **programme régional de transfert des risques de catastrophe**, une initiative pionnière visant à aider les pays à transférer les risques associés aux épisodes extrêmes aux assurances et aux marchés de capitaux. BID Invest a lancé un nouveau programme de résilience des entreprises qui s'adresse au secteur privé. Il introduit des clauses de dette nouvelle génération pour protéger l'investissement privé face à davantage de types de chocs. Ces clauses permettent aux entreprises de reporter leurs paiements de principal pendant jusqu'à deux ans, ce qui permet un dérisquage des transactions et une mobilisation de l'investissement privé dans des secteurs comme l'industrie agroalimentaire, les infrastructures, l'énergie et le tourisme.

La BID a également **renforcé ses mesures d'atténuation des risques associés aux taux de change**. Une offre de dérivés améliorée prendra en charge de nouveaux mécanismes de protection face aux taux de change (*FX hedging* en anglais), ce qui permettra aux clients de mieux gérer les

fluctuations des taux de change, d'élargir l'accès au financement en monnaie locale et de renforcer la gestion durable de la dette.

## Nouveau mécanisme multi-garant pour les Caraïbes

La BID crée la prochaine génération de swaps de dettes grâce à des plateformes régionales qui harmonisent l'exécution et permettent un passage à l'échelle supérieure. Ces dernières années, la Banque est devenue un pionnier dans les swaps dette-développement : cet instrument de garantie permet aux autorités de mobiliser des ressources pour les investissements prioritaires sans alourdir la charge de la dette. Ces transactions affichent un potentiel prometteur mais sont limitées par leur complexité et les coûts associés.

Le nouveau **mécanisme multi-garant pour les Caraïbes** permettra d'harmoniser la façon dont les garants coopèrent lors des swaps. Il mobilisera des garants non traditionnels comme les assureurs privés et les institutions de finance du développement pour permettre des swaps de dette plus importants et nombreux, notamment dans les domaines difficiles à financer comme la résilience face au changement climatique et les biens publics régionaux. Cette approche harmonisée permettra également une réduction des coûts des transactions et des délais d'exécution. Conçu conjointement par la BID, la CAF et la BDC, le mécanisme assurera également un alignement des cadres de suivi et de rapport et servira de modèle pour d'autres plateformes régionales à l'avenir. Sa première initiative, un swap

dette-santé en préparation pour la Barbade, mobilisera des économies budgétaires au bénéfice des infrastructures de santé et des systèmes de soin, avec la participation d'autres BDM.

## Initiative pilote de financement des autorités infranationales

La nouvelle [initiative de la BID pour les villes et régions](#) permettra aux autorités municipales et infranationales d'obtenir jusqu'à un milliard de dollars de financement directement auprès de la BID. Ce programme pilote pionnier sur cinq ans et la façon dont il associe soutien financier et technique constituent une nouveauté en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les villes, États et régions admissibles pourront investir dans des infrastructures résilientes sans garantie souveraine, en réponse à des demandes de longue date des maires de l'ensemble de la région. Cette initiative est décisive pour l'avenir de la région : les villes abritent plus de 80 % de la population et sont souvent les lieux les plus vulnérables face aux catastrophes naturelles.

Le premier projet permettra à près de 20 000 ménages d'accéder à des services d'écoulement des eaux dans le quartier Ciénaga de la Virgen de Cartagena (Colombie), l'un des plus pauvres de la ville, et d'améliorer l'accès à l'eau potable pour 17 000 ménages, entre autres retombées positives. Une opération de rénovation urbaine à San José (Costa Rica) est déjà en cours ; trois projets supplémentaires en sont à leur phase initiale de préparation. Ils devraient être prêts pour approbation en 2026.

L'initiative permettra également de **mobiliser des financements privés au bénéfice des entités infranationales dont l'accès aux marchés de capitaux est limité**. L'assistance technique et l'encadrement solide fournis par la BID devraient susciter la confiance des investisseurs et ouvrir la voie vers une participation accrue du secteur privé.

## Atténuer les risques associés aux taux de change

Début 2024, le Brésil a lancé Eco Invest Brasil en partenariat avec la BID et le Programme du Royaume-Uni pour les infrastructures durables (UKSIP). Ce programme inédit mobilise du capital privé étranger et fournit une protection contre les risques associés aux taux de change pour les investissements durables alignés sur le Plan de transformation écologique du Brésil. Eco Invest **associe des financements mixtes et des instruments de protection innovants pour remédier au problème des fluctuations des taux de change et aux autres obstacles financiers qui limitent les investissements résilients à long terme**. Le programme dispose de cadres robustes de gouvernance, de durabilité et de suivi de l'impact. Il recourt à des enchères compétitives pour affecter efficacement des ressources porteuses et maximiser la mobilisation de capital à travers les institutions financières publiques et privées.

Les deux premières enchères d'Eco Invest ont **mobilisé plus de 13 milliards de dollars de 19 institutions financières** afin de financer les projets résilients, y compris la restauration de 1,4 million d'hectares de terres dégradées. La troisième, lancée

en octobre 2025, élargit la portée du programme en attirant des fonds propres étrangers privés grâce aux instruments de protection contre les risques associés aux taux de change afin de soutenir les projets en début de cycle ou de croissance qui mettent en œuvre l'innovation et la compétitivité au bénéfice de la transformation écologique. La quatrième enchère, entamée en novembre, cible l'Amazonie et donnera le coup d'envoi du mécanisme de liquidités de change du programme. Ainsi, l'ensemble des outils innovants d'Eco Invest seront déployés.

Pour consolider ces réussites, la direction étudie **de nouvelles méthodes pour aider les pays à mettre à la disposition des investisseurs étrangers des solutions permettant d'atténuer les risques liés aux taux de change**. Il s'agit notamment de la création de FE EDGE, une plate-forme qui adapterait et étendrait le modèle de financements mixtes d'Eco Invest et FX hedging au niveau régional à l'appui de l'adaptation et du développement. Le but est de remédier à l'écart persistant entre les grandes quantités de capitaux internationaux et les investissements à long terme limités dans les économies en développement.

Un effort connexe cherchera à convertir des actifs qui se trouvent actuellement au bilan de banques locales pour en faire des titres solides et propices aux investissements, ce qui attirerait de potentiels investisseurs institutionnels majeurs. Pour permettre la réalisation de davantage de projets de développement, ces banques regrouperaient et amélioreraient ces prêts performants avec une assurance au cours du marché pour le risque politique et le risque lié aux taux de change.

4

**LE GROUPE BID  
DANS UN MONDE  
EN PLEINE MUTATION**

## De la région vers le monde et vice versa

L'Amérique latine et les Caraïbes occupent une place centrale dans les solutions mondiales. La région a besoin de partenariats mondiaux approfondis. À une époque incertaine sur le plan international, **le monde voit de plus en plus en la région une partie de la solution à ses défis**. La région a beaucoup de ce dont le monde a besoin : minéraux critiques, denrées alimentaires, biodiversité en Amazonie. Elle a également besoin du monde. Plus de partenariats, une présence renforcée sur la scène mondiale, des fonds de développement international et des capitaux privés. En 2025, la BID a continué à positionner l'Amérique latine et les Caraïbes sur la scène internationale en nouant des liens, en débloquant des

ressources et en faisant mieux entendre la voix de la région.

## La coordination des BDM dans un environnement plus difficile

Dans un contexte mondial complexe, **les BDM doivent d'autant plus agir comme un système porteur d'un impact et d'une échelle de développement renforcés**. En 2024, sous la présidence du Groupe BID, le groupe des chefs de BDM a adopté le premier plan d'action conjoint de son histoire, qui a défini les recommandations de la feuille de route du G20 pour « des BDM meilleures, plus grandes et plus efficaces ». Pour faire fond sur cet élan, la Banque



**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :** L'Amérique latine et les Caraïbes représentent une part importante de la production alimentaire du monde. Ce projet aide les petits producteurs à améliorer leurs pratiques agricoles et leur compétitivité.

a réaffirmé la mobilisation de capitaux privés en tant que priorité à l'échelle du système tout entier et pris des mesures concrètes pour développer le prêt en monnaie locale et les solutions en matière de change (par exemple, Eco Invest) tout en renforçant l'évaluation des risques pour les investissements du secteur privé sur les marchés émergents et dans les économies en développement.

À ce titre, les données ventilées sur les risques associés au crédit de la base de données mondiale sur les risques des marchés émergents (GEM), mise en avant par le Groupe BID, montrent que les risques sur les marchés émergents ne sont pas aussi importants qu'on ne le pense, ce qui favoriserait un surcroît d'investissement privé.

Pour continuer à renforcer l'échelle des financements des BDM, la BID a joué un rôle central dans la progression du dialogue entre les BDM et les agences de notation et dans la publication d'un rapport qui décrit les progrès enregistrés grâce au plaidoyer des BDM tout en identifiant des domaines de travail prioritaires. Un dialogue périodique entre les BDM et les agences de notation est indispensable pour assurer la transparence et la compréhension mutuelle des modèles financiers propres aux banques. Ainsi, les notes reflètent mieux le faible niveau de risque associé aux BDM et leur capacité à mobiliser des capitaux au service du développement.

Grâce à ce dialogue, **S&P Global Ratings a changé sa méthodologie d'évaluation de la solidité financière et de la gestion des risques par les BDM.**

La méthodologie souligne l'adéquation du capital exceptionnelle des BDM, leur statut de créancier préférentiel et le soutien considérable de leurs actionnaires, ce qui

renforce leur résilience et leur note AAA. Cela bénéficie au système des BDM en renforçant la confiance des investisseurs, en diminuant les coûts de financement et en permettant aux BDM de mobiliser davantage de capital privé pour le développement. En fin de compte, le rôle des BDM en tant que partenaire de confiance dans la finance mondiale s'en trouve renforcé, ce qui est favorable à la stabilité et à une croissance mondiale résiliente. S&P estime que cette mesure **pourrait augmenter considérablement la capacité** de prêt des BDM.

En outre, le premier rapport de comparaison des BDM, préparé par le Global Risk and Finance Forum (GRaFF), a renforcé les comparaisons entre institutions, ce qui permet aux actionnaires de voir ce qui fonctionne, de comparer les résultats et de développer au maximum l'impact de leur capital en matière de développement. Sur proposition de la BID, le groupe des responsables de BDM a approuvé un tableau de bord appartenant aux BDM afin de coordonner et de mettre régulièrement à jour les priorités et les livrables, d'assurer un suivi systématique des progrès et de fournir des conseils en temps utile afin que les banques puissent ajuster, affiner ou ajouter des livrables au fil de l'évolution des conditions mondiales. Les BDM réévalueront les priorités selon un cycle régulier aligné sur les réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI à partir de 2026.

En parallèle, la Banque a soutenu la création d'un **cadre exhaustif de suivi et de rapport pour la feuille de route du G20**. Cela permet aux BDM de mieux communiquer leurs progrès vers les objectifs de développement et d'accroître la visibilité de leurs réussites. En point d'orgue, le premier rapport de mise

en œuvre a marqué une étape importante vers une transparence accrue dans les initiatives communes des BDM.

## Des partenariats renforcés

En Asie, la BID a signé le **Korea Package** lors du dernier sommet des entreprises Corée-Amérique latine et Caraïbes, avec une garantie multilatérale de substitution du crédit innovante afin de développer la capacité de prêt de la Banque dans des secteurs comme l'intelligence artificielle, la transformation numérique, l'énergie et les minéraux critiques. La BID a également annoncé la création d'un **pôle IA Corée-BID** afin de passer les financements et l'innovation à l'échelle supérieure, tout en obtenant un engagement de 20 millions de dollars pour reconstituer le fonds coréen pour la technologie et l'innovation. La Corée a également apporté une contribution de 8 millions de dollars aux fonds fiduciaires coréens qui ont financé plus de 600 projets de coopération technique au cours de la dernière décennie, des villes intelligentes au Brésil à la connectivité numérique au Honduras.

En outre, BID Invest et la Banque coréenne d'import-export sont convenus de la création d'un mécanisme de cofinancement de 300 millions de dollars afin de mobiliser des capitaux privés pour des projets d'infrastructures à fort impact.

Au **Japon**, la Banque a renforcé son partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en établissant un **fonds fiduciaire TADAC doté d'un milliard de dollars pour BID Invest**, le plus grand fonds du secteur privé de l'organe en Amérique latine et dans les

Caraïbes. La BID a également confirmé une contribution de 11 millions de dollars au fonds fiduciaire japonais.

En octobre, elle a organisé une table ronde de haut niveau, première de ce type, avec les dirigeants du **Groupe de coordination arabe (GCA)**. Le Premier ministre de la Barbade et les ministres des finances des Bahamas, du Belize, du Chili, d'Haïti, de la Jamaïque et du Mexique y ont assisté pour aborder la collaboration pour la croissance durable, l'énergie, la résilience et le développement du capital humain. En marge de cette manifestation, la BID a signé un MOU avec le Fonds de développement saoudien afin de faciliter l'échange d'informations et le renforcement des capacités dans des secteurs comme les infrastructures, l'énergie, les transports et les infrastructures sociales.

Des **accords supplémentaires avec des partenaires du Golfe** ont été noués en 2025 : un cadre de 100 millions de dollars avec la fondation qatarie Education Above All (EAA) afin d'approfondir la collaboration dans le domaine de l'éducation, des compétences et de l'autonomisation économique ; la Banque a accueilli une personne détachée par l'EEA, la première d'un pays non-membre ; un MOU pour mettre en place une facilité de cofinancement avec le Fonds qatari pour le développement (QFFD) ; un accord avec le Fonds monétaire arabe (FMA) afin de renforcer la coopération concernant les systèmes de paiement et le développement durable ; une facilité de préparation de projets dotée de 3 millions de dollars avec le fonds de l'OPEP pour un cofinancement dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement, de la connectivité numérique et des infrastructures sociales ; et un engagement



**PÉROU :** La BID agit pour combler les lacunes des services d'eau et d'assainissement en milieu rural grâce à un accès renforcé, au renforcement des capacités et à l'éducation à la santé.

commun d'un milliard de dollars avec la Banque islamique de développement sur les cinq prochaines années en appui au développement durable et inclusif au Suriname et au Guyana.

De bout en bout, la BID souligne le caractère essentiel de la collaboration en vue de permettre à chaque membre emprunteur d'affronter efficacement les défis locaux, régionaux et mondiaux qui le concernent, y compris les catastrophes naturelles coûteuses. Pour cela, il faut des solutions transfrontalières, des partenariats régionaux et mondiaux et des investissements internationaux.

Lors de la **COP 30**, le Groupe BID a annoncé une contribution de **6 milliards de dollars supplémentaires pour contribuer à combler les déficits de financement pour**

**la résilience et le développement durable** et pour soutenir les priorités nationales des pays membres. Ce total comprend un milliard de dollars de la nouvelle **facilité Amazonia Forever pour les villes et les infrastructures résilientes**, soutenue par 200 millions de dollars de garanties de remplacement de crédit fournis par Impact Fund Denmark, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad) et l'Agence suédoise de coopération au développement internationale, qui soutient des projets liés à Amazonia Forever et Amérique en el Centro. Dans le cadre de cette facilité, la BID a également lancé un programme de sécurité hydrique doté de 162 millions de dollars avec le Fonds vert pour le climat (FVC).

En outre, la BID et la Banque centrale brésilienne ont signé un accord inédit pour

permettre jusqu'à 3,4 milliards de dollars des États-Unis de protection contre les risques de change afin de contribuer à la mobilisation de l'investissement pour le développement durable, en commençant par le programme brésilien Eco Invest.

Les alliances sont également indispensables en vue de développer **les initiatives de connectivité, de biodiversité et de sécurité de l'approvisionnement en eau en Amazonie**. En novembre, le Groupe BID a annoncé un accord de cofinancement parallèle de 50 millions de dollars avec l'Agence française de développement (AFD) pour développer les infrastructures de câbles sous-marins au Brésil au bénéfice des communautés amazoniennes.

L'Agence espagnole de coopération pour le développement international (AECID) a annoncé 1,2 million de dollars pour la mission d'innovation de BID Lab concernant les sargasses, et un engagement de 7 millions auprès du fonds espagnol pour l'eau et l'assainissement, un partenariat avec la BID.

## **Soutien aux réformes des pays, aux processus d'adhésion à l'OCDE et à l'expansion des échanges commerciaux**

La BID est **le partenaire de choix de la région pour les réformes alignées sur**

**l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE)** et le relèvement des normes, un rôle qu'elle a consolidé en 2025. Elle fait le trait d'union pour soutenir des réformes essentielles dans différents secteurs tout en accompagnant les processus d'adhésion à l'OCDE bien avancés (Pérou, Argentine), les programmes pays (Paraguay) et les dialogues approfondis au stade initial (Panama, Uruguay, République dominicaine). Cela s'inscrit dans la démarche de la Banque visant à renforcer la capacité collective de la région à mettre en place des réformes exigeantes, étayées et reconnues à l'international au service de la gouvernance, de la transparence, de la compétitivité et de la croissance durable.

En outre, la BID poursuit ses efforts de longue haleine à l'appui de l'expansion des échanges commerciaux et de l'investissement à travers l'Amérique latine et les Caraïbes. L'accord commercial UE-Mercosur (signé en janvier 2026) représente la plus grande expansion du marché du Mercosur depuis sa création, avec des retombées sur l'industrie agroalimentaire, l'énergie, l'industrie manufacturière, les minéraux critiques et les services fondés sur les connaissances — outre la possibilité pour les PME de s'intégrer sur des chaînes de valeur mondiales. Le Groupe BID est la seule banque de développement qui réunit l'ensemble des pays du Mercosur, la plupart des pays de l'UE, et d'autres partenaires commerciaux majeurs du Mercosur.

5

**L'HUMAIN ET  
LA CULTURE**

Au cours de la dernière année, le Groupe BID a réalisé **des progrès notables dans l'exécution de sa stratégie centrée sur l'humain**, avec un renforcement des incitations, notamment dans cinq domaines : culture de l'impact, méritocratie et confiance ; récompenses globales ; gestion du talent et développement du leadership ; modalités d'emploi ; et processus de ressources humaines.

La méritocratie continue d'occuper un rôle primordial. La Banque a renforcé ses procédures compétitives : **100 % des postes à responsabilité et de représentant pays ont été pourvus grâce à des procédures ouvertes à la concurrence**<sup>11</sup>. Plus tôt dans l'année, un processus d'acquisition de talents revu a été lancé dans l'ensemble du Groupe BID, pour une amélioration considérable de l'identification et de l'attraction des talents. La nouvelle approche met l'accent sur une communication volontariste à l'aide des canaux de mise en relation avec les talents pour les postes essentiels, un nouveau programme de recommandation et des stratégies de recherche ciblées.

En parallèle, le **cadre de gestion de la performance a été renforcé** et les normes de leadership ont été mises à jour. Les employés ont bénéficié d'un soutien pour aligner leur programme de travail sur la Stratégie BID+. À la fin du deuxième trimestre, 94 % des programmes de travail avaient été approuvés. Des entretiens trimestriels entre les employés et leur responsable ont été mis en place pour renforcer une culture de retour d'expérience continu. Un barème d'évaluation revu a

## AUTRES POINTS SAILLANTS LIÉS AUX RESSOURCES HUMAINES

- **Une rémunération modernisée** : Dans le droit fil du cadre Total Rewards, la Banque a modifié sa méthode de segmentation des salaires pour renforcer la compétitivité sur le marché pour les effectifs qui ont affiché des performances exceptionnelles, exercent des responsabilités essentielles, possèdent des compétences rares et produisent des retombées positives dans leur domaine de métier. Le programme de rémunération variable, revu au goût du jour, établit un lien direct entre la rémunération et le Cadre d'impact, ce qui renforce la responsabilité vis-à-vis des résultats institutionnels.
- **Une mobilité des effectifs renforcée** : La Banque a poursuivi la mise en place d'un cadre visant à favoriser la mobilité géographique, interne, externe et fonctionnelle pour aligner les capacités des effectifs sur les besoins de l'organisation en vue de renforcer le vivier de talents et de favoriser un marché du talent plus dynamique.
- **Des effectifs parés pour l'avenir** : En 2025, la BID a accueilli une nouvelle vice-présidence chargée des ressources humaines et de la transformation numérique, avec une expansion de l'utilisation de l'IA au quotidien et des formations aux compétences numériques.

<sup>11</sup> Par contraste, du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2020, 62 % des postes à responsabilité ont été pourvus sans procédure ouverte à la concurrence. De même, ce chiffre était de 73 % entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 30 novembre 2022.



**EL SALVADOR :** Un projet BID Lab a contribué à la récupération d'espaces publics, à la réparation du tissu social et à l'amélioration de la formation professionnelle pour des jeunes des quartiers vulnérables de San Salvador.

été mis en place pour mieux différencier les niveaux de performance, proposer des retours ciblés et soutenir le développement des employés. La Banque a également lancé Talent+, une plateforme SAP SuccessFactors dernier cri qui améliore l'intégration et l'agilité des données et simplifie les processus.

Le Groupe BID a également affiné ses programmes de primes et de reconnaissances pour mieux différencier

les performances et célébrer l'excellence, y compris par le biais des Impact Awards, une nouvelle façon de récompenser l'attachement des effectifs à la culture, à l'excellence, à l'innovation et au travail d'équipe.

En 2025, **le Groupe BID a achevé sa nouvelle déclaration relative à la culture organisationnelle, organisée autour de trois piliers : impact, méritocratie, confiance.** Son déploiement s'est

accompagné de plusieurs ateliers avec la direction et certains bureaux pays. Le Groupe a également mis à jour sa déclaration de valeurs, laquelle a orienté la refonte des codes de déontologie.

L'enquête de satisfaction des employés reste l'un des outils de choix de la Banque pour comprendre ce qui fonctionne, ce qui s'améliore et quels domaines sont encore à retravailler. En 2025, le taux de réponse était de 90 % des employés, mieux que l'année précédente. La note de satisfaction globale au sein de la BID était de 8,2, 0,2 point de plus qu'en 2024. BID Invest obtient une note de 8,3, 0,1 point de plus que l'année précédente. L'*Employee Net Promoter Score* (eNPS)<sup>12</sup> de la BID est passé de 43 à 48, contre 50 à 53 pour BID Invest.

## La déontologie comme cœur de métier

Cette année, **des codes de déontologie et de conduite professionnelle plus solide ont été lancés au sein de la BID et de BID Invest.** Articulés autour de quatre valeurs fondamentales (respect, inclusion, intégrité, responsabilité), les nouveaux codes guideront les décisions et mesures quotidiennes tout en s'inscrivant au centre de la démarche globale du Groupe BID de construction d'une culture fondée sur l'impact, la méritocratie et la confiance. Ajout important, l'accent placé sur le sentiment de sécurité psychologique encourage la création d'un espace où tous les employés peuvent s'exprimer sans craindre de représailles.

Les politiques de protection des lanceurs d'alerte de la BID ont également été mises à jour avec un élargissement des actes protégés contre les représailles qui comprend le recours à des ressources informelles comme le bureau du médiateur, et le refus d'obéir à un ordre dont l'individu estime de manière raisonnable qu'il est illégal. Les politiques expliquent également comment solliciter des mesures de protection. Ces codes revus traitent également de thèmes nouveaux comme l'intelligence artificielle et la confidentialité des données, ce qui reflète l'attachement du Groupe aux normes déontologiques dans une réalité en mutation. Outre le harcèlement sexuel, ils mentionnent désormais la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

## La réforme de la gouvernance

Dans le droit fil des orientations du conseil, **la direction de la BID a pris des mesures résolues en vue de renforcer la gouvernance.** La direction encourage une culture de méritocratie renforcée, a élaboré le cadre stratégique visant à développer le rôle du conseil et pris des mesures supplémentaires pour consolider les bonnes pratiques de gouvernance.

En septembre 2024, le Conseil a adopté le rapport de gouvernance, un plan d'action qui comprend un premier examen exhaustif de la gouvernance de la BID depuis la création de l'institution en 1959. Il définit 25 mesures concrètes de renforcement

<sup>12</sup> *Employee Net Promoter Score* (eNPS) : indicateur qui mesure la probabilité pour les employés de recommander leur employeur. Calculé en soustrayant le pourcentage de « détracteurs » du pourcentage de « promoteurs », ce qui produit un indicateur simple de loyauté et de conviction.

## POINTS SAILLANTS : MESURES DE GOUVERNANCE APPROUVÉES

- Nouvelles règles pour le secrétaire, qui donne au conseil un rôle décisif dans la nomination, la reconduction et le renvoi de la personne occupant ce poste ainsi qu'un rôle consultatif dans son examen annuel de performance
- Critères et procédure d'évaluation mutuelle de la performance du président et du conseil
- Un mécanisme formel permettant au Conseil de recruter des consultants ou autres services de conseil extérieur dans des circonstances spécifiques
- Procédures pour remédier aux infractions de déontologies commises par le président, l'EVP et les VP
- Modification des principes de gestion des ressources humaines pour veiller à ce que l'ensemble des postes soient pourvus grâce à des procédures ouvertes à la concurrence, sauf cas spécifiques
- Les directives revues permettent des discussions en temps utile avec les membres du conseil concernant le format, l'ordre du jour et le contenu des assemblées annuelles

### Quelques thèmes en cours de discussion :

- Un examen exhaustif des principes de gestion des ressources humaines
- Un plan pour mieux utiliser le temps du conseil et permettre des débats plus stratégiques
- Une procédure formelle pour que le président s'entretienne avec le conseil avant la nomination d'un EVP ou VP

de la gouvernance. Certaines d'entre elles comprennent plusieurs points, si bien que le nombre total est de 31. Six d'entre elles doivent faire l'objet d'un respect futur et/ou continu ou ne relèvent pas de la direction (par exemple, une évaluation OVE en 2030). Sur les 25 mesures qui imposent à la direction de présenter une proposition ou d'accomplir une action, 18 ont été achevées (72 %), quatre sont en cours de discussion et trois devraient être présentées au premier semestre 2026. Cette démarche positionne la BID parmi les BDM les plus avancées en la matière.

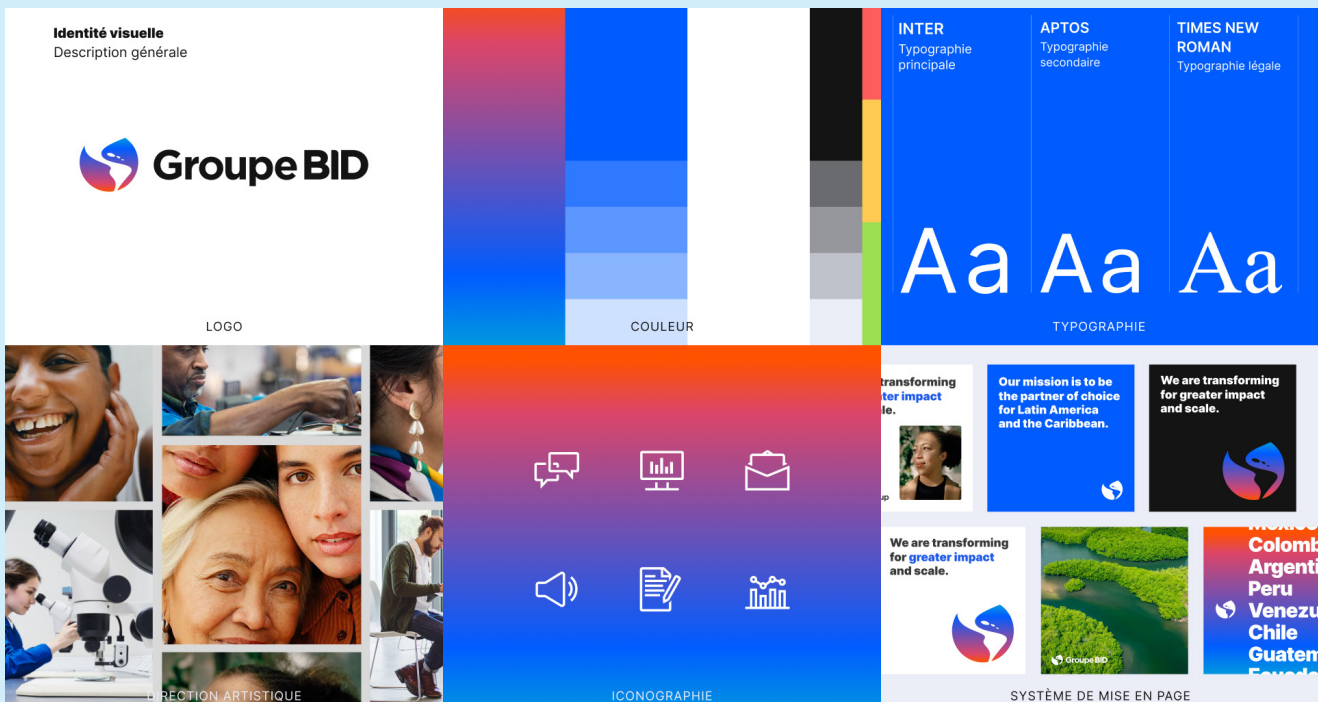
## Accès à l'information

La nouvelle politique d'accès à l'information de la BID, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> septembre, représente un tournant dans son attachement à la transparence, à l'ouverture et à la responsabilité. Cette politique introduit **une présomption plus forte en faveur de l'accès public**, un passage à un « test de préjudice » en cas de rétention d'information et une procédure harmonisée pour répondre plus rapidement aux demandes de la population.

## POINTS SAILLANTS : UNE COMMUNICATION RENFORCÉE POUR LE GROUPE BID

### Une nouvelle identité de marque

- La mise en œuvre de réformes dans l'ensemble du Groupe BID appelle naturellement à une réévaluation des communications et du positionnement vis-à-vis des différentes parties prenantes. Une étude de marché approfondie a permis de déterminer comment créer une identité de marque unifiée pour le Groupe BID.
- Cette nouvelle marque reflète les atouts synergiques des trois entités du Groupe : BID, BID Invest et BID Lab. Elle reflète également une évolution, avec des expressions visuelles et verbales qui incarnent l'image et la voix du Groupe.
- Cette identité de marque comprend un système de police moderne et polyvalent qui respecte les normes d'accessibilité ; des éléments artistiques qui reflètent les populations des pays membres emprunteurs ; et un logo qui illustre les caractéristiques individuelles des trois entités du Groupe, dont les couleurs primaires (cyan, magenta et orange) sont unifiées par un ensemble de bleus qui sont la signature du Groupe BID.
- Un système d'identité de marque limpide et cohérent, qui comprend des éléments visuels, de ton et des messages, fait en sorte que chaque interaction renforce la confiance et la reconnaissance tout en communiquant qui sont le Groupe BID et ses entités et quelles sont leurs valeurs.



(suite à la page suivante)

## POINTS SAILLANTS : UNE COMMUNICATION RENFORCÉE POUR LE GROUPE BID *(suite)*

### Communications

- Cette année, la BID a mis à jour son site Web, a lancé un nouveau site Web pour la Corée et procédé à une refonte de son site japonais.
- La Banque a également lancé une nouvelle plateforme de blog unifiée assortie d'une ligne éditoriale renforcée. Ces publications, qui mettent à l'honneur les auteurs et experts de la BID, aideront les publics à mieux accéder au contenu, à le consulter et à l'absorber.
- La Banque a lancé un nouveau catalogue en ligne sur son offre financière, qui regroupe des informations de l'ensemble du Groupe BID afin d'aider les pays membres et les clients à déterminer les instruments optimaux pour eux.
- Un nouveau site Web sur la passation des marchés a fait son apparition, avec une accessibilité renforcée et un lien avec BID for the Americas.
- Les pages des pays positionnent mieux la BID dans le contexte et les débats propres à chaque pays membre.

Pour assurer un alignement complet avec les nouvelles normes, la Banque a lancé un projet de capital dédié afin de moderniser les processus technologiques, d'introduire de nouveaux systèmes et d'élaborer du contenu proposant des orientations. En outre, la Banque a amélioré le processus public de demande et d'accès à l'information à travers le centre d'information publique de la BID.

Grâce à une coordination interne renforcée, les efforts de transparence s'alignent sur les priorités institutionnelles globales et le dialogue ainsi que la collaboration avec la société civile continuent à livrer des éléments utiles en vue de favoriser la transparence et l'accès à l'information dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes.

6

**DÉFIS**

**ET APPRENTISSAGES**

Pour les pays membres et les clients du Groupe BID, l'année 2025 a été marquée par une transition économique et géopolitique accompagnée de défis continus. Cette réalité peut représenter un défis pour la Banque, notamment en cas de divergence des priorités des membres. Pourtant, **cette année nous a également rappelé qu'une transition peut être une source de possibilités.** En effet, l'expérience de la Banque montre que peu importe la complexité des défis, il existe à toujours des domaines de convergence entre les intérêts importants, où la collaboration est possible et bénéfique.

Au cours de l'année écoulée, et avec 2026 et au-delà en ligne de mire, quatre domaines d'intérêt commun se distinguent clairement : **l'efficacité, le développement dirigé par le secteur privé, la gestion**

**des risques de catastrophe/résiliente et l'amélioration de la sécurité sous toutes ses dimensions.**

Le Groupe BID continuera à rechercher un terrain d'entente tout en répondant aux besoins et défis internes et externes.

## Échelle et impact

Il sera difficile de **maintenir les niveaux actuels de financement au sein de la BID.** Les records atteints cette année, notamment dans le domaine des prêts pour investissement, ont exigé des efforts intenses des équipes opérationnelles, de la direction et du conseil. Un déploiement réussi de la politique d'investissement unifié et des efforts d'initiative soutenus de la direction seront nécessaires pour dépasser



**PARAGUAY :** La BID contribue à l'application d'un modèle d'aménagement urbain novateur pour encourager les changements sociaux et économiques à La Chacarita, l'un des quartiers les plus défavorisés d'Asunción.

de nouveau la cible de 10 milliards de dollars de prêt pour investissement.

Avec l'augmentation de la capacité de prêt, la direction s'attend à poursuivre la discussion sur la portée de la BID au fil du temps.

## Mise en œuvre de BIDImpact+

L'adoption des réformes de BIDImpact+ a exigé un dévouement important des effectifs et des conseils, de même que leur mise en œuvre. L'importance d'un dialogue soutenu et de la recherche de consensus avec et entre les membres du conseil est manifeste.

**L'achèvement des réformes en cours à la BID** sera un défi majeur en 2026 : réforme des PBL et du cadre d'allocation des ressources concessionnelles, opérationnalisation des mesures déjà adoptées. Pour ancrer ces changements institutionnels dans l'écosystème opérationnel de la Banque, il faudra une fois de plus des mesures solides de gestion du changement.

BID Invest est confronté à une situation analogue. **La progression de sa capitalisation** sera la priorité pour 2026, conformément à l'échéancier adopté par les gouverneurs, afin que l'organe puisse **déployer intégralement son modèle économique**.

BID Lab, qui a obtenu toutes les contributions en attente du MIF III, activé le MIF IV et réalisé des progrès importants concernant son nouveau modèle de fonctionnement, cherchera à **achever le processus d'obtention des instruments restants des bailleurs**.

## Stimuler l'innovation grâce à des programmes et initiatives nouveaux et existants

L'année a été marquée par des progrès notables dans le passage des programmes régionaux à l'échelle supérieure et les initiatives thématiques existantes comme nouvelles, intégrés dans les opérations. Les projets ne sont pas envisagés comme des interventions isolées, mais plutôt comme des éléments interconnectés du développement commun de la région. La Banque a également annoncé et/ou lancé un ensemble d'initiatives financières novatrices. Le défi consistera à faire en sorte qu'elles passent toutes des annonces à la réalisation, **avec des projets plus concrets** dans les pays membres emprunteurs de la BID.

## Un monde en mutation

Dans un climat de fragmentation mondiale, des domaines qui bénéficiaient naguère d'un vaste consensus se retrouvent fragilisés. **La réforme des BDM** est l'un d'entre eux. La plupart des pays y restent globalement favorables malgré l'apparition de certaines divergences. Chaque BDM respecte sa gouvernance, sa stratégie, son calendrier et ses incitations, ce qui rend souvent la coordination difficile, même pour un même client. En définissant des priorités et en créant des coalitions autour des thèmes qui unissent les BDM (mobilisation du capital privé, minéraux critiques, préparation aux catastrophes), elles peuvent réaliser des progrès importants. En outre, elles peuvent

créer davantage de valeur en plaçant les besoins et expériences du client au centre de l'équation. Pour ce faire, il est essentiel de disposer d'un leadership solide et d'un engagement au sommet.

**Le Groupe BID est bien positionné pour faire partie des solutions aux défis communs.** Toutefois, le financement du développement se réduit dans le monde entier : dans tous les domaines, de la sécurité à la résilience énergétique, il existe une demande importante pour des ressources limitées. La Banque doit continuer à trouver de nouveaux moyens de collaborer et d'obtenir des fonds pour des efforts de cofinancement.

## L'humain et la culture

En 2026, la Banque doit veiller à ce que les réformes organisationnelles et culturelles, dont celles qui mettent l'accent sur la méritocratie et les procédures d'embauche ouvertes à la concurrence, soient non seulement adoptées et exécutées, mais aussi **pleinement internalisées**. Pour créer

des effectifs parés pour l'avenir, centrés sur l'impact, la méritocratie et la confiance, il faudra des investissements continus dans le talent, les compétences numériques et le leadership ainsi qu'un soutien de tous les instants pour le personnel qui découvre de nouvelles façons de travailler. L'intégration de ces changements sera essentielle en vue de faire durer l'élan des réformes et d'obtenir un meilleur impact.

En 2025, la progression de la réforme de la gouvernance de la BID a constitué un défi majeur, en conjonction avec d'autres réformes institutionnelles de premier plan et des efforts pour obtenir des niveaux de financement record. Cela nécessite un engagement de tous les instants de la direction et du conseil.

La transformation du Groupe BID consiste à **libérer le plein potentiel de l'Amérique latine et des Caraïbes et à améliorer des vies**. La BID, BID Invest et BID Lab sont attachés à **produire de meilleures retombées de développement à plus grande échelle**, au bénéfice de la région et du monde entier.

**Tableau 1. Cinq années d'activités, 2021–2025**  
(en millions de dollars des États-Unis)

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>CAPITAL</b>					
Souscriptions (fin d'exercice)					
Capital ordinaire (CO) <sup>a</sup>	170 940	170 940	170 940	170 940	170 940
Autres fonds <sup>b</sup>	8 747	9 059	9 243	9 891	11 230
<b>Total</b>	<b>179 687</b>	<b>179 999</b>	<b>180 183</b>	<b>180 831</b>	<b>182 170</b>
<b>EMPRUNTS<sup>c</sup></b>					
Encours (fin d'exercice)	112 065	108 115	109 306	111 131	115 446
Emprunts annuels bruts	24 293	16 998	18 822	21 383	21 545
<b>OPÉRATIONS</b>					
<b>Actifs liés au développement approuvés<sup>e</sup></b>					
Prêts et garanties sur CO <sup>d</sup>	14 186	14 471	12 515	11 890	17 424
Titres de créance sur CO	349	179	0	0	—
Autres fonds <sup>h</sup>	402	188	178	275	838
<b>Total</b>	<b>14 937</b>	<b>14 838</b>	<b>12 693</b>	<b>12 165</b>	<b>18 262</b>
<b>Actifs liés au développement – décaissements<sup>e</sup></b>					
Prêts et garanties sur CO <sup>d</sup>	12 425	11 653	11 012	9 004	10 955
Titres de créance sur CO	87	325	75	—	—
Autres fonds <sup>h</sup>	380	205	205	206	355
<b>Total</b>	<b>12 892</b>	<b>12 183</b>	<b>11 292</b>	<b>9 210</b>	<b>11 310</b>
<b>Actifs liés au développement – remboursements<sup>e</sup></b>					
Prêts et garanties sur CO <sup>d</sup>	7 337	6 957	8 161	7 602	10 440
Titres de créance sur CO	13	16	35	152	224
Autres fonds <sup>h</sup>	112	149	149	170	125
<b>Total</b>	<b>7 462</b>	<b>7 122</b>	<b>8 345</b>	<b>7 924</b>	<b>10 789</b>

(suite à la page suivante)

(suite)

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Actifs liés au développement – encours</b>					
Prêts et garanties sur CO <sup>d</sup>	108 943	112 761	116 239	115 890	117 830
Titres de créance sur CO	435	703	836	632	494
Autres fonds <sup>h</sup>	1 805	1 861	1 861	1 990	2 221
<b>Total</b>	<b>111 183</b>	<b>115 325</b>	<b>118 936</b>	<b>118 512</b>	<b>120 545</b>
<b>Financements de subventions approuvés<sup>f</sup></b>					
Capital ordinaire	108	120	120	161	159
Fonds de subvention de la BID	281	67	67	239	178
Autres fonds	185	310	310	243	316
<b>Total</b>	<b>574</b>	<b>497</b>	<b>497</b>	<b>643</b>	<b>653</b>
<b>Fonds multilatéral d'investissement</b>					
Opérations approuvées <sup>g</sup>	74	60	60	51	52
<b>ADMINISTRATION</b>					
<b>Dépenses administratives</b>					
<b>Total – Fonds de la Banque</b>	<b>924</b>	<b>963</b>	<b>841</b>	<b>913</b>	<b>942</b>

<sup>a</sup> Net de souscriptions de capital à recevoir

<sup>b</sup> Inclut le Fonds multilatéral d'investissement. Exclut les fonds dissous.

<sup>c</sup> Emprunts à moyen et long terme nets des décotes non amorties (avant swaps et rajustements à la valeur du marché). Emprunts annuels bruts à moyen et long terme à leur valeur nominale, avant swaps.

<sup>d</sup> Net des participations aux prêts sans garantie souveraine

<sup>e</sup> Sur la base des montants originaux en équivalents dollars des États-Unis

<sup>f</sup> Inclut le financement du Programme d'entrepreneuriat social, des programmes de coopération technique, du programme spécial de projets spécifiques et d'autres subventions. N'inclut pas les opérations du Fonds multilatéral d'investissement, présentées séparément.

<sup>g</sup> Inclut les activités de coopération technique, les prêts et les investissements de fonds propres, Inclut également les augmentations pour les opérations préexistantes.

<sup>h</sup> N'inclut pas le Fonds de subvention de la BID.

**Tableau 2. Projets de financement public approuvés en 2025  
par pays**  
[Cliquez ici.](#)

**Tableau 3. Souscriptions au capital social, quotes-parts des contributions et nombre de voix (au 31 décembre 2025)  
(en millions de dollars des États-Unis)<sup>a</sup>**

Pays membres	Capital ordinaire – Fraction souscrite du Capital ordinaire			Total	Pourcentage (%) du nombre total de voix
	Libérée	Exigible	Capital d'apport additionnel <sup>b</sup>		
<b>Membres régionaux en développement</b>					
Argentine	672,9	18 742,5	303,3	19 718,7	11,354
Bahamas	15,1	341,4	6,0	362,5	0,209
Barbade	8,1	224,8	1,1	234,0	0,137
Belize	9,3	189,9	4,1	203,3	0,117
Bolivie	54,0	1 505,7	28,6	1 588,3	0,913
Brésil	672,9	18 742,5	325,5	19 740,9	11,354
Chili	184,8	5 147,2	94,0	5 425,9	3,119
Colombie	184,8	5 147,2	91,0	5 423,0	3,119
Costa Rica	27,0	753,3	13,8	794,1	0,457
Équateur	36,0	1 002,5	18,0	1 056,6	0,608
El Salvador	27,0	751,3	12,8	791,0	0,456
Guatemala	34,7	951,2	19,3	1 005,2	0,577
Guyana	10,5	264,1	4,7	279,4	0,162
Haïti	27,0	751,3	12,9	791,2	0,456
Honduras	27,0	753,3	15,5	795,8	0,457

(suite à la page suivante)

(suite)

Pays membres	Capital ordinaire – Fraction souscrite du Capital ordinaire				Pourcentage (%) du nombre total de voix
	Libérée	Exigible	Capital d'apport additionnel <sup>b</sup>	Total	
Jamaïque	34,7	951,2	17,0	1 003,0	0,577
Mexique	432,6	12 048,4	197,4	12 678,4	7,299
Nicaragua	27,0	751,3	14,2	792,4	0,456
Panamá	27,0	751,3	14,9	793,1	0,456
Paraguay	27,0	751,3	16,6	794,9	0,456
Pérou	90,1	2 508,9	47,3	2 646,3	1,521
République dominicaine	36,1	1 005,2	20,0	1 061,3	0,610
Suriname	7,2	143,8	3,4	154,5	0,089
Trinité-et-Tobago	26,0	712,8	12,5	751,4	0,433
Uruguay	72,2	2 010,5	33,2	2 115,9	1,219
Venezuela	249,3	5 568,5	171,0	5 988,8	3,403
<b>Total, membres régionaux en développement</b>	<b>3 020,3</b>	<b>82 471,4</b>	<b>1 498,1</b>	<b>86 989,9</b>	<b>50,015</b>
<b>Canada</b>	<b>241,7</b>	<b>6 598,8</b>	<b>185,9</b>	<b>7 026,4</b>	<b>4,001</b>
<b>États-Unis d'Amérique</b>	<b>1 813,1</b>	<b>49 500,7</b>	<b>2 923,3</b>	<b>54 237,1</b>	<b>30,006</b>
<b>Membres extra-régionaux</b>					
Autriche	9,6	263,4	11,2	284,2	0,161
Belgique	19,8	541,7	23,6	585,1	0,329
Chine	0,2	5,0	123,9	129,1	0,004
Croatie	2,9	80,2	3,5	86,7	0,050
Danemark	10,3	280,0	11,1	301,4	0,171
Espagne	117,4	3 241,8	120,0	3 479,2	1,965
Finlande	9,6	263,4	10,6	283,6	0,161

(suite à la page suivante)

(suite)

Pays membres	Capital ordinaire – Fraction souscrite du Capital ordinaire				Pourcentage (%) du nombre total de voix
	Libérée	Exigible	Capital d'apport additionnel <sup>b</sup>	Total	
France	114,5	3 126,4	123,3	3 364,2	1,896
Allemagne	114,5	3 126,4	127,8	3 368,7	1,896
Israël	9,5	259,7	9,1	278,3	0,158
Italie	117,4	3 241,8	121,0	3 480,1	1,965
Japon	302,1	8 248,8	326,6	8 877,5	5,001
République de Corée	0,2	5,0	1,0	6,1	0,004
Pays-Bas	14,6	325,6	18,6	358,9	0,200
Norvège	10,3	280,0	10,9	301,1	0,171
Portugal	3,2	89,2	4,4	96,9	0,055
Slovénie	1,8	49,0	1,9	52,8	0,031
Suède	19,7	538,3	22,7	580,7	0,327
Suisse	28,4	776,3	37,6	842,3	0,471
Royaume-Uni	58,1	1 588,0	98,6	1 744,8	0,964
<b>Total, membres extra-régionaux</b>	<b>964,1</b>	<b>26 330,0</b>	<b>1 207,4</b>	<b>28 501,7</b>	<b>15 979</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 039</b>	<b>164 901</b>	<b>5 815</b>	<b>176 755</b>	<b>100,0</b>

<sup>a</sup> Les chiffres ayant été arrondis, les totaux partiels et généraux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.

<sup>b</sup> Sans impact sur le nombre de voix.

**Tableau 4. Frais administratifs consolidés**  
(en millions de dollars des États-Unis)

Catégorie	2023	2024	2025
Assemblée des gouverneurs	2,6	4,2	4,8
Conseil d'administration	22,2	22,4	23,5
Bureau de l'évaluation et de la surveillance	8,6	9,2	9,4
Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MEC)	2,7	2,8	2,9
Tribunal administratif	1,0	1,0	1,2
Siège social et agences nationales	587,1	618,1	667,8
<b>Total des frais administratifs, bruts<sup>a,b,c,d,e</sup></b>	<b>624,2</b>	<b>657,7</b>	<b>709,6</b>
Remboursement avec les fonds administrés par la Banque et BID Invest	(32,1)	(34,7)	(35,4)
Remboursements de BID Lab et revenu administratif	(13,9)	(13,7)	(17,9)
<b>Total des frais administratifs, nets</b>	<b>578,2</b>	<b>609,3</b>	<b>656,3</b>
Capital	62,8	75,2	79,4
<b>Total des frais administratifs nets et capital</b>	<b>641,0</b>	<b>684,5</b>	<b>735,7</b>

<sup>a</sup> N'inclut pas les amortissements d'un montant de 56,4 millions, 55,3 millions et 56,8 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement.

<sup>b</sup> N'inclut pas les coûts des régimes de pension de retraite d'un montant de 111,7 millions, 128,4 millions et 110,5 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement.

<sup>c</sup> N'inclut pas les dépenses non capitalisées au titre des projets d'investissement d'un montant de 1,3 millions, 3,8 millions et 1,8 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement.

<sup>d</sup> Inclut les frais prépayés d'un montant de 2,0 millions, 2,2 millions et 2,4 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement.

<sup>e</sup> N'inclut pas les dépenses remboursées avec des fonds administrés par la banque d'un montant de 13,8 millions, 14,2 millions et 24,6 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement. N'inclut pas les dépenses remboursées avec les fonds de BID Invest d'un montant de 13,0 millions, 16,4 millions et 17,2 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement. N'inclut pas les dépenses payées à BID Invest d'un montant de 28,1 millions, 23,9 millions et 19,9 millions en 2023, 2024 et 2025, respectivement. N'inclut pas non plus les autres dépenses non budgétaires d'un montant de (10,4) millions, 13,2 millions et 1 million en 2023, 2024 et 2025, respectivement.

**Tableau 5. Sommaire des rémunérations – Conseil d’administration de la BID (en dollars des États-Unis)**

Intitulés des postes des représentants	Salaire net maximum autorisé	Personnes à ce poste (en %) <sup>c</sup>	Salaire net moyen	Coût moyen des avantages <sup>d</sup>
Directeur exécutif <sup>a</sup>	266 752	18%	266 752	84 027
Directeur exécutif suppléant <sup>a</sup>	230 766	18%	230 766	72 691
Conseiller principal <sup>b</sup>	184 613	18%	183 466	57 792
Conseiller	184 613	27%	177 317	55 855
Conseiller adjoint	138 458	19%	131 047	41 280

<sup>a</sup> Les directeurs exécutifs et les directeurs exécutifs suppléants ayant un salaire fixe, les montants indiqués comme salaire net maximum et salaire net moyen sont les mêmes. Les chiffres ne s’appliquent pas aux salaires de l’administrateur ou de l’administrateur suppléant pour les États-Unis, qui font l’objet des plafonds salariaux du Congrès des États-Unis.

<sup>b</sup> Les chiffres indiqués pour le poste de conseiller principal ne prennent pas en considération l’indemnité exécutive annuelle de \$6 120 qui est à la discrétion du président du bureau de chaque directeur exécutif.

<sup>c</sup> N’inclut pas les postes vacants et les assistants de bureau, et reflète l’arrondissement des chiffres. Pour les deux membres qui ont une double fonction et occupent également le poste d’administrateurs chez IDB Invest, les fonctions et les montants maximums pour leurs postes à la BID sont indiqués.

<sup>d</sup> Représente le coût moyen des avantages par emploi, y compris les assurances médicale, vie et invalidité les indemnités de fin de contrat de travail acquises et autres avantages non liés à la retraite.

**Tableau 6. Rémunérations – Direction de la BID**  
(en dollars des États-Unis)

Échelon	Nom	Intitulé du poste	Salaire annuel net	Coût budgétisé des avantages <sup>a</sup>
P	Ilan Goldfajn	Président <sup>b</sup>	545 172	185 358
E1	Jordan Schwartz	Vice-président exécutif	459 680	156 291
E2	Anabel González	Vice-présidente pour les pays et l'intégration régionale	441 293	150 040
E2	Ana María Ibáñez Londoño	Vice-présidente des secteurs et des connaissances	398 319	135 428
E2	Pilar Girón Dávila	Vice-présidente des ressources humaines et de la transformation numérique	368 400	125 256
E2	Gabriel Yorio González	Vice-président des finances et de l'administration	357 000	121 380
E4	Irene Arias Hofman	Directrice générale, BID Lab	394 521	134 137

<sup>a</sup> Représente le montant budgétisé, comprenant les assurances médicale, vie et invalidité, les indemnités de fin de contrat de travail acquises et autres avantages hors salaire.

<sup>b</sup> Le salaire du président ne comprend pas l'indemnité exécutive de 97 568 dollars.

**Tableau 7. Barème salarial – Personnels internationaux  
(au 31 décembre 2025) (en dollars des États-Unis)**

Échelon	Intitulés des postes des représentants	Salaire net minimum autorisé	Salaire net maximum autorisé	Personnel à cet échelon (%)	Salaire moyen	Coût moyen budgétisé des avantages <sup>a</sup>
P	Président <sup>b</sup>	545 172	545 172	0,1 %	545 172	185 358
E1	Vice-président exécutif	368 000	479 600	0,1 %	459 680	156 291
E2	Vice-président Directeur/autres rôles de direction	338 800	457 100	0,2 %	391 253	133 026
E3		310 000	449 600	0,5 %	395 268	134 391
E4		267 200	401 400	0,5 %	316 731	107 688
E5		237 600	356 700	1,0 %	281 161	95 595
R	Représentant national	214 300	330 700	1,3 %	231 636	78 756
1	Chef de division – Responsable technique principal/conseiller principal	214 300	330 700	4,3 %	257 783	87 646
2	Chef d'unité – Spécialiste principal/conseiller principal	189 700	293 200	8,9 %	219 145	74 509
3	Spécialiste principal/ conseiller principal	160 800	257 000	16,8 %	182 185	61 943
4	Spécialiste principal	141 500	226 100	26,2 %	157 255	53 467
5	Spécialiste	128 800	193 300	17,9 %	135 404	46 038
6	Attaché principal d'administration	114 700	171 500	10,4 %	119 533	40 641
7	Attaché d'administration	101 900	152 600	5,8 %	107 851	36 669
8	Analyste en chef – coordinateur administratif en chef	89 300	133 800	3,2 %	97 293	33 079
9	Analyste – coordinateur administratif	79 000	118 200	2,1 %	87 892	29 883
10	Adjoint principal	63 800	101 700	0,5 %	68 464	23 278
11	Adjoint	55 700	88 700	0,2 %	63 408	21 559

<sup>a</sup> Représente le montant moyen budgétisé par échelon, comprenant les assurances vie, médicale et invalidité, les indemnités de fin de contrat de travail acquises et autres avantages hors salaire.

<sup>b</sup> Le salaire du président ne comprend pas l'indemnité exécutive de 97 568 dollars.

**Tableau 8. Personnels internationaux – Sommaire de la répartition des primes par catégorie de poste et par genre<sup>a</sup>**  
(en dollars des États-Unis)

Échelons	Direction	Cadre	Technique	Soutien
	E1–E5	R / 1–3	1–9	8–12
<b>Répartition du personnel (en %)</b>	<b>2,2%</b>	<b>4,7%</b>	<b>90,7%</b>	<b>2,4%</b>
<b>TOTAL</b>				
Primes exceptionnelles au mérite	489 308	778 402	9 462 990	132 286
% du salaire total	4,5 %	4,6 %	4,4 %	4,4 %
Paiements pour promotions	83 652	9 551	1 065 186	25 163
% du salaire total	5,0 %	5,0 %	5,5 %	7,0 %
Total salaire variable	—	411 556	3 316 908	42,166
% du salaire total	—	2,4 %	1,5 %	1,4 %
<b>Hommes (47%)</b>	<b>72 %</b>	<b>50 %</b>	<b>47 %</b>	<b>18 %</b>
Primes exceptionnelles au mérite	372 772	378 195	4 682 836	20 092
% du salaire total	4,6 %	4,5 %	4,4 %	4,1 %
Paiements pour promotions	64 865	9 551	501 344	—
% du salaire total	5,0 %	5,0 %	5,3 %	—
Total salaire variable	—	195 085	1 569 334	2 855
% du salaire total	—	2,2 %	1,4 %	0,5 %
<b>Femmes (53%)</b>	<b>28 %</b>	<b>50 %</b>	<b>53 %</b>	<b>82 %</b>
Primes exceptionnelles au mérite	116 536	400 207	4 780 154	112 194
% du salaire total	4,4 %	4,8 %	4,4 %	4,4 %
Paiements pour promotions	18 787	—	563 842	25 163
% du salaire total	5,0 %	—	5,8 %	7,0 %
Total salaire variable	—	216 471	1 747 574	39 312
% du salaire total	—	2,6 %	1,6 %	1,5 %

<sup>a</sup> Tous les montants correspondent aux sommes versées en 2025 pour le cycle d'évaluation des performances de 2024.

**Annexe I. Liste des gouverneurs de la BID**

[Cliquez ici.](#)

**Annexe II. Liste du Conseil des Administrateurs disposant d'un droit de vote**

[Cliquez ici.](#)

**Annexe III. Responsables principaux**

[Cliquez ici.](#)

**Annexe IV. Bureaux et représentants nationaux**

[Cliquez ici.](#)

Copyright © 2026 Banque interaméricaine de Développement (BID). Ce travail est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International Public License CC BY 4.0 (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>). Les termes et conditions indiqués dans le lien URL doivent être respectés et la reconnaissance respective doit être accordée à la BID.

Tout litige découlant de la présente licence qui ne peut être réglé à l'amiable est résolu conformément à la procédure suivante. Conformément à un avis de médiation communiqué par des moyens raisonnables par vous ou le concédant de licence à l'autre partie, le litige est soumis à une médiation non contraignante menée conformément au règlement de médiation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Tout litige qui ne peut être réglé à l'amiable est soumis à l'arbitrage conformément aux règles de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). L'utilisation du nom de la BID à des fins autres que la reconnaissance respective et l'utilisation du logo de la BID ne sont pas autorisées par cette licence et doivent faire l'objet d'un contrat de licence supplémentaire.

Notez que le lien URL comprend des termes et conditions qui font partie intégrante de cette licence.

Les opinions exprimées dans l'ouvrage sont celles des ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la BID, de son Conseil d'administration ou des pays qu'ils représentent.



Le Rapport annuel est produit par l'Unité de communication du Département des affaires extérieures et de la communication.

Rédactrice en chef : Isabel Álvarez-Rodríguez  
Rédacteurs version française : Pascale Ledeur Kraus et Nicolas Knobil  
Conception et mise en page : The Word Express, Inc.

